



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1990/22/Add.1  
24 janvier 1990

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-sixième session  
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,  
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES  
COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exécutions sommaires ou arbitraires

Rapport du Rapporteur spécial, M. S. Amos Wako,  
établi conformément à la résolution 1988/38  
du Conseil économique et social

Additif

Rapport sur la visite en Colombie du Rapporteur spécial pour  
les exécutions sommaires ou arbitraires (11-20 octobre 1989)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 4	1
II. EXECUTIONS SOMMAIRES OU ARBITRAIRES DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE VIOLENCE .....	5 - 20	2
III. DONNEES STATISTIQUES COMMUNIQUEES AU RAPPORTEUR SPECIAL .....	21 - 31	7
IV. CAS D'EXECUTIONS SOMMAIRES OU ARBITRAIRES SIGNALES AU RAPPORTEUR SPECIAL .....	32 - 50	16
A. Massacres .....	33 - 37	17
B. Secteurs particulièrement vulnérables	38 - 50	19
C. La campagne anti-insurrectionnelle et ses répercussions sur la population civile	47 - 50	24
V. MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT .....	51 - 59	26
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	60 - 74	30

## I. INTRODUCTION

1. Par une lettre datée du 30 janvier 1989, le Gouvernement colombien a invité le Rapporteur spécial à effectuer une visite en Colombie au sujet d'informations concernant des exécutions sommaires ou arbitraires que le Rapporteur spécial lui avait communiquées. La mission en Colombie s'est déroulée du 11 au 20 octobre 1989.

2. Durant cette visite, le Rapporteur spécial a été reçu à Bogota par les ministres des relations extérieures et de l'intérieur, par le Président et d'autres juges de la Cour suprême, par le Président du Conseil d'Etat, le commandant en chef des forces armées et le Sous-Secrétaire général du Ministère de la défense, par le Procureur général de la nation ainsi que par les procureurs délégués à la défense des droits de l'homme et aux forces armées, le second étant actuellement responsable des services du procureur délégué à la police nationale, par les conseillers présidentiels pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme, pour le développement social et pour la réconciliation, le redressement et la normalisation, par le Directeur des services de renseignements du Département administratif de la sécurité (DAS) et son adjoint ainsi que par l'adjoint du Directeur des enquêtes criminelles. A Bucaramanga (Santander), le Rapporteur spécial a été reçu par le secrétaire aux affaires politiques du gouvernement de la province, par le Directeur des enquêtes criminelles, par le personero (officier municipal aux droits de l'homme) ainsi que par divers membres du Service du Procureur général de Bucaramanga. A Bogota et à Bucaramanga, le Rapporteur spécial a également pu s'entretenir avec de nombreux témoins d'exécutions sommaires ou arbitraires, de nombreux proches de victimes de ces exécutions et un grand nombre de membres d'associations de ces victimes, des représentants de syndicats et d'organisations s'occupant des droits de l'homme ainsi qu'avec des représentants de partis politiques, du barreau et des organes d'information. Comme cela avait été le cas précédemment lors de visites analogues, les membres de la mission se sont efforcés, pendant le peu de temps dont ils disposaient, d'entendre les opinions de diverses personnes représentatives de différents secteurs de la vie politique, juridique, religieuse et intellectuelle du pays sur la question complexe des exécutions sommaires ou arbitraires en Colombie.

3. Le présent rapport rend compte des entretiens que le Rapporteur spécial a eus en Colombie ainsi que des renseignements écrits et oraux qu'il a reçus sur la situation des exécutions sommaires ou arbitraires et des aspects y relatifs. Le chapitre II présente de manière succincte le contexte de violence dans lequel doit être analysé le problème des exécutions sommaires ou arbitraires en Colombie. Le chapitre III décrit les principales caractéristiques des cas d'exécution sommaire ou arbitraire que le Rapporteur spécial a pu étudier en détail au cours de sa visite et évalue les informations reçues ainsi que les renseignements statistiques utiles. Le chapitre IV décrit les mesures prises par le gouvernement pour résoudre ce problème tel qu'il lui a été exposé au cours de sa visite. On trouvera enfin au chapitre V du rapport les observations et recommandations du Rapporteur.

4. Le Rapporteur spécial tient à souligner qu'il a bénéficié d'une aide très précieuse du gouvernement, notamment du Ministère des relations extérieures qui a joué un rôle de coordonnateur tant pour préparer sa visite que durant celle-ci. Ce n'en est que plus remarquable compte tenu de ce qu'était la sécurité dans le pays au moment de cette visite. Toutes les demandes

d'entretiens avec des personnalités ont été agréées et le nécessaire a été fait par le Ministère pour les satisfaire pleinement; les membres de la mission n'ont rencontré aucune difficulté pour recevoir des représentants d'organisations non gouvernementales, des témoins d'exécutions sommaires ou arbitraires et des proches de victimes de ces exécutions. Bien que le Rapporteur spécial ait souhaité se rendre à Apartadó, à Urabá, à Barrancabermeja et à Medellín, cela n'a pas été possible pour des raisons de sécurité. Le gouvernement a néanmoins organisé en peu de temps une visite de remplacement à Bucaramanga (Santander).

## II. EXECUTIONS SOMMAIRES OU ARBITRAIRES DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE VIOLENCE

5. On ne peut parler des exécutions sommaires ou arbitraires en Colombie sans donner au moins un bref aperçu du contexte dans lequel elles se produisent et ont pris peu à peu les proportions alarmantes qui sont à présent les leurs. Dans la mesure où, avec les disparitions, elles constituent la manifestation la plus tragique de la violence qui touche la Colombie aujourd'hui, toute tentative pour les comprendre hors du contexte du problème plus général de la violence est vouée à l'échec. Il n'est cependant nullement facile de rendre compte du problème complexe de la violence, de ses diverses causes et des formes variées qu'il revêt. Sa complexité tient à une multitude de facteurs tels que la diversité des conflits qu'il masque et par conséquent le grand nombre de personnes impliquées, la diversité des schémas de violence et de comportement, les différences régionales qui rendent toute généralisation difficile ainsi que la fragilité constante des alliances politiques et militaires entre les diverses personnes responsables des actes de violence 1/.

6. L'histoire de la Colombie en tant que république se caractérise notamment par un régime politique démocratique et stable, accompagné d'une assez grande violence tant politique que de droit commun. Parfois, comme ce fut le cas de 1948 à 1958, la violence politique a pris des proportions tragiques et a coûté la vie à plusieurs milliers de personnes. La guerre civile, mieux connue sous le nom de "la Violencia", qui a opposé les libéraux aux conservateurs, s'est terminée lorsque les deux grands partis majoritaires traditionnels ont conclu un accord politique global qui instituait tous les quatre ans l'alternance de chacun d'eux au pouvoir et le partage à égalité de la direction de l'Etat. Cet arrangement a mis fin à la violence et a rendu à la Colombie la stabilité institutionnelle, mais il a créé en même temps des conditions propices plus tard à l'exclusion du système politique des formations n'appartenant ni aux libéraux ni aux sociaux conservateurs. De plus, la fin de la guerre civile n'a pas donné aux forces armées le monopole du pouvoir. Bien que la plupart des guérilleros libéraux, démobilisés, aient rendu leurs armes, quelques-uns ont refusé non seulement pour des raisons politiques mais aussi parce qu'ils s'étaient habitués à la guerre et n'acceptaient pas d'abandonner le mode de vie qui leur était associé.

7. Les groupes de guérilleros libéraux, survivants de la guerre civile, constituèrent le noyau des mouvements de guérilla apparus en Colombie comme dans le reste de l'Amérique latine durant les années 60. La guérilla s'est intensifiée dans tout le pays, dans les régions à faible présence militaire mais aussi dans celles où les conflits sociaux étaient intenses. Aussi, les zones peuplées depuis peu, qui se caractérisaient à la fois par une faible présence militaire et une situation sociale difficile telles que

le Magdalena Medio et les plaines dites occidentales, étaient-elles devenues la cible privilégiée des guérilleros. Aujourd'hui, les zones de combat les plus importantes sont celles où les conflits sociaux sont les plus graves.

8. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), liées au Parti communiste, constituent le plus important mouvement de guérilla. Elles opèrent dans les zones rurales et combattent à présent sur une quarantaine de fronts répartis sur l'ensemble du territoire national. C'est dans la classe paysanne que leur influence est la plus grande et leur première exigence porte sur les terres. Elles ont participé aux négociations de paix avec le président Betancur (1982-1986) et ont constitué à ce moment-là une formation politique, l'Union patriotique, pour s'intégrer dans le processus démocratique. Lorsque les négociations de paix ont été rompues en 1985, elles ont repris l'action armée. Elles ont récemment engagé des pourparlers avec le Gouvernement du président Barco (1986-1990) sur la tenue de nouvelles négociations de paix.

9. Deux autres organisations importantes de guérilleros sont l'Armée populaire de libération (EPL) et l'Armée de libération nationale (ELN). Comme les FARC, elles ont été créées au début des années 60. La première opère dans le département de Córdoba et dans la région d'Urubá, au nord du Département d'Antioquia, dans la zone située près de la frontière panaméenne. Ces dernières années, cette région bananière a connu une croissance économique rapide alors que les salaires des travailleurs étaient bas et que ces derniers n'avaient pour ainsi dire pas de droits en matière de travail. La seconde, l'ELN, opère dans le nord-est de la Colombie, qui produit principalement du pétrole. Elle y enlève fréquemment des cadres supérieurs des compagnies pétrolières et y fait souvent sauter les oléoducs. Sa principale exigence porte sur la renégociation des contrats pétroliers entre l'Etat et les sociétés étrangères. On peut citer d'autres groupes de guérilleros tels que le M-19, constitué en 1970 à la suite d'une prétendue fraude électorale lors des élections qui se sont tenues cette année-là, le commando Ricardo Franco ainsi que Quintín Lame dont les membres se recrutent exclusivement parmi les autochtones.

10. Ces trente dernières années, les affrontements entre les forces armées et les mouvements de guérilla ont constitué probablement l'une des principales sources de violence en Colombie par le nombre non seulement de victimes directes de ces heurts armés mais aussi de civils qui ont trouvé la mort à la suite de ces confrontations bien que n'étant liés à aucune des parties combattantes. Les principales victimes de la violence exercée par les groupes de guérilleros appartiennent aux forces de sécurité. On trouve cependant aussi parmi les victimes de la guérilla de nombreux civils appartenant à diverses catégories sociales qui, d'une manière ou de l'autre, se sont opposés à eux. En plus de se livrer à des actes qui violent les droits de l'homme, tels que les exécutions sommaires ou arbitraires, les guérilleros ont recours à des pratiques abusives, comme les extorsions de fonds et les chantages, auxquels une grande partie de la population refuse résolument de se soumettre.

11. La Colombie est en état de siège pratiquement depuis la fin de la guerre civile. Les gouvernements successifs ont confié aux forces armées un rôle de plus en plus grand, non seulement dans la lutte anti-insurrectionnelle, mais également dans le maintien de l'ordre en général. Un exemple frappant est celui de la police qui a perdu son autonomie et relève désormais du Ministère

de la défense, traditionnellement placé sous la responsabilité d'un général des forces armées. Dans le même temps, le dispositif de protection contre d'éventuels excès des forces de l'ordre s'est progressivement affaibli. La lutte anti-insurrectionnelle et la lutte contre la drogue, sous le couvert du règlement relatif à la sécurité publié par le président Turbay Ayala (1978-1982), ont contribué à accroître le rôle que jouent les militaires dans la conduite des affaires publiques. C'est à la suite de ces changements que les forces de l'ordre ont commencé à faire l'objet de nombreuses accusations pour détention arbitraire et torture et que les premiers cas d'exécution sommaire et de disparition de prétendus guérilleros ou de leurs sympathisants se sont produits. Le fait que maintenant la justice militaire traite aussi des affaires civiles ne contribue guère à réduire le nombre d'abus signalés. Non seulement la lutte anti-insurrectionnelle a pris beaucoup d'ampleur dans les années 80, mais les accusations portées contre les forces de l'ordre pour violation des droits de l'homme, notamment les exécutions sommaires ou arbitraires, se sont considérablement multipliées pendant cette période.

12. Les forces de l'ordre ont encouragé la création de "groupes paysans d'autodéfense" dans le cadre de la lutte anti-insurrectionnelle. Appuyés par ceux qui avaient souffert des abus et pratiques abusives des guérilleros et ceux qui voyaient dans ces pratiques une menace contre leurs intérêts, ces groupes ont eu un caractère essentiellement défensif jusque dans les années 80. Jouissant d'un large appui de la part des forces de l'ordre qui leur fournissaient des armes et un soutien logistique, ils ont joué un rôle important dans certaines régions, apportant le contrepoids de la société civile face au mouvement de guérilla et aux organisations sociales dissidentes. Dans les années 80 cependant, sous l'effet notamment du trafic de la drogue dont le développement est relativement récent, beaucoup de ces groupes sont devenus des organisations politico-militaires à caractère offensif. Ils ont commencé à jouer un rôle très actif non seulement ou spécialement dans la lutte anti-insurrectionnelle mais aussi dans la lutte contre les organisations sociales dissidentes qui, bien que n'ayant pas de lien direct avec les insurgés, sont au moins d'accord avec eux pour contester l'ordre établi. Ils sont à présent couramment connus sous le nom de groupes paramilitaires 2/.

13. Ils sont nés dans la région du Magdalena Medio, mais leurs activités se sont étendues à d'autres régions du pays. Au début, leur existence n'était pas connue et on a continué pendant longtemps à les confondre avec les groupes paysans d'autodéfense. Lors d'un débat au Parlement, en 1987, le Ministre de la défense d'alors a affirmé qu'ils étaient autorisés par la loi No 48 de 1968, qui avait confirmé le décret No 3398 de 1965. Le Ministre de la justice, qui reconnaissait aux éleveurs et aux paysans le droit de se défendre contre les guérilleros, avait abondé dans ce sens. En novembre 1988, le général Samudio avait été démis de ses fonctions de ministre de la défense, après avoir pris publiquement le contre-pied de la politique anti-insurrectionnelle du Président et s'être fait le défenseur de la "guerre totale" contre les guérilleros. Peu après, le général Manuel Jaime Guerrero Paz avait condamné publiquement les groupes dits paramilitaires : c'était la première fois que les forces armées dénonçaient l'activité de ces groupes.

14. En 1988, le Département administratif de la sécurité - service de renseignement qui rend directement compte au Président de la République - avait fourni une liste de 153 de ces groupes 3/. Ils seraient en réalité moins nombreux car beaucoup opèrent dans plusieurs régions sous des noms différents. Les activités paramilitaires se sont intensifiées au début et au milieu des années 80 dans les régions où les trafiquants de drogue ont acheté de vastes pâturages. Du fait de la présence des guérilleros, le prix du terrain pouvait s'y négocier à bas prix. Les trafiquants de drogue ont cependant refusé de verser aux guérilleros les sommes qu'ils leur demandaient et ont alors décidé de mettre sur pied et de financer des groupes paysans d'autodéfense pour se débarrasser des guérilleros, notamment en détruisant leur assise politique et sociale dans la région. Par conséquent, les principales victimes des groupes paramilitaires ne sont pas les guérilleros, mais les chefs syndicalistes et les dirigeants politiques de gauche qui opèrent en toute légalité et ouvertement dans les zones de conflit intense. Dans certaines zones du Magdalena Medio, par exemple, ces groupes ont été si efficaces qu'il n'y a plus trace d'aucun guérillero ni d'aucune organisation politique locale.

15. L'augmentation, ces derniers temps, du nombre de dirigeants syndicalistes, notamment ceux qui appartiennent à la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT) ainsi que de militants et de dirigeants de gauche, en particulier ceux de l'Union patriotique, qui ont été victimes d'exécutions sommaires ou arbitraires attribuées à des groupes paramilitaires, ne saurait s'expliquer exclusivement par la pénétration plus ou moins grande du trafic de la drogue dans certaines régions de conflit armé et/ou social intense. La violence paramilitaire semble avoir servi non seulement à anéantir les organisations régionales et à démolir les bases supposées de l'assise politique des guérilleros, mais aussi à faire échec aux efforts entrepris dans le sens d'une politique d'ouverture et pour empêcher les groupes de guérilleros de s'intégrer dans le processus politique démocratique. Le précédent gouvernement, celui du président Belisario Betancur (1982-1986), a beaucoup fait pour instaurer la paix avec les groupes de guérilleros et les intégrer au processus démocratique. Certes il a échoué, mais, au début, il a incontestablement en partie réussi. Un cessez-le-feu a été institué, sinon avec tous les groupes de guérilleros, du moins avec les plus importants d'entre eux, et une première série de mesures a été prise pour intégrer dans la vie politique les forces qui en étaient auparavant exclues. La création, en 1985, de l'Union patriotique, formation politique comprenant des membres des FARC et d'autres groupes de gauche, a marqué une étape importante dans ce processus. Mais, en raison de l'intolérance des extrémistes de l'éventail politique, la paix fragile conclue par le président Betancur a pris fin en décembre 1985 avec le drame du palais de justice, qui a été suivi d'une recrudescence alarmante de la violence paramilitaire et d'une reprise de l'activité des guérilleros, l'une et l'autre risquant, si rien n'est fait, de conduire la Colombie à une autre guerre civile.

16. Diverses organisations non gouvernementales ont dit au Rapporteur spécial que, quelques mois avant que le processus de paix ne s'achève à la fin de décembre 1985, des groupes paramilitaires avaient entrepris d'exterminer, de manière sélective, les militants politiques de gauche, notamment ceux de l'Union patriotique. En agissant ainsi, les groupes de l'extrême droite semblent avoir consolidé la position des guérilleros qui ne faisaient pas confiance au processus de paix entamé par le président Betancur et étaient

également prêts à le saboter. L'expression "sale guerre" désigne la violence paramilitaire qui est orientée depuis contre les groupes d'opposition de gauche et les organisations locales qui ont des liens avec eux. Malgré l'échec et l'effondrement tragique et violent du programme de paix mis sur pied par le président Betancur, le président Virgilio Barco (1986-1990) a tout fait pour rouvrir les négociations de paix avec les groupes de guérilleros. Bien qu'elles aient progressé plus lentement qu'avec son prédécesseur et que la violence n'ait cessé d'augmenter sous son mandat, il n'en a pas moins réussi à faire déposer les armes au groupe M-19 et à l'intégrer dans le processus démocratique. Si l'Etat peut garantir la sécurité des anciens guérilleros et empêcher les exterminations sélectives du genre de celles dont ont été victimes, ces dernières années, des membres de l'Union patriotique, il est probable que d'autres groupes de guérilleros seront encouragés à marcher sur les traces du M-19, ce qui supprimerait l'une des principales sources de violence en Colombie qui alimente et entretient d'autres formes de violence. Tous les groupes de guérilleros, l'ELN exceptée, sont actuellement en pourparlers avec le gouvernement.

17. La violence pratiquée par des groupes paramilitaires n'est pas dirigée exclusivement contre des membres de l'opposition de gauche accusés de sympathiser avec les guérilleros ou de collaborer avec eux. Elle touche également - avec plus de force ces dernières années - des militants des partis libéral et social conservateur, non seulement en leur qualité de dirigeants syndicaux et de militants politiques, comme on l'a vu récemment avec le candidat libéral à la présidence de la République, Luis Carlos Galán, mais aussi principalement en leur qualité de serviteurs de l'Etat. Les trafiquants de drogue cherchent ainsi à neutraliser ceux qui, au sein de l'appareil de l'Etat, ne manifestent nullement l'intention de collaborer avec eux. La longue liste des cadres de l'Etat qui sont tombés sous les coups des groupes paramilitaires témoigne non seulement de l'importance de l'opposition à l'influence pernicieuse des trafiquants de drogue et de leurs alliés, mais aussi de l'impuissance de l'Etat à protéger convenablement ceux qui font leur devoir. On dénombre parmi ces victimes un ministre de la justice, un procureur général de la République et, selon le témoignage de représentants de l'Association nationale des magistrats, plus de 200 fonctionnaires de l'ordre judiciaire 4/. Le nombre de fonctionnaires, en particulier ceux de l'ordre judiciaire qui ont reçu des menaces de mort et ont dû abandonner leur poste et souvent même quitter le pays pour ne pas se faire assassiner, est alarmant. Les groupes paramilitaires sont allés jusqu'à assassiner la quasi-totalité des 15 membres d'une commission judiciaire constituée expressément pour enquêter sur certains massacres imputés à ces groupes dans le Magdalena Medio. A l'heure actuelle, les trois survivants de cette commission font l'objet de menaces de mort et, malgré la protection officielle dont ils bénéficient, ils ont de bonnes raisons de craindre pour leur vie 5/.

18. Selon des sources officielles, les groupes paramilitaires ont reçu non seulement un large appui financier des trafiquants de drogue mais aussi une formation militaire donnée par des mercenaires allemands, israéliens et nord-américains. Le Département administratif de la sécurité a fourni des informations confidentielles sur l'existence de camps de formation pour ces groupes dans la région du Magdalena Medio et la présence, dans ces camps, de mercenaires chargés de leur préparation militaire 6/. Par la suite, en 1989, le Département administratif de la sécurité a révélé publiquement l'identité de neuf instructeurs israéliens et de dix instructeurs britanniques qui s'occupaient de la formation militaire des groupes paramilitaires 7/.



19. Comme on le verra au chapitre III, les recherches effectuées par les magistrats, par les services du Procureur général de la République et par le Département administratif de la sécurité ont, à de nombreuses reprises, montré que des membres des forces de l'ordre sont actifs dans les groupes paramilitaires et elles ont aussi apporté des précisions sur l'organisation et le financement de ces groupes. Par exemple, le Département administratif de la sécurité affirme que l'un des groupes opérant à Puerto Boyacá, qui se fait passer pour un groupe d'autodéfense appelé l'Association des paysans et des éleveurs du Magdalena Medio (AGDEGAM), bénéficie de la collaboration active du commandant et du sous-commandant de la base militaire de Puerto Calderón ainsi que des chefs de la police de La Dorada, Caldas et Puerto Boyacá (Boyacá). Selon la même source, le chef de bataillon de Puerto Boyacá et le Procureur régional de Honda (Tolima) collaboreraient avec ce groupe. Celui-ci fait appel à quelque 300 tueurs à gages et dispose d'une centaine de véhicules à moteur dont de petits avions. Dans un pays où la violence occupe une telle place comme en Colombie et où plus d'un million d'armes à feu sont entre les mains de particuliers, il est assez facile d'acheter les services d'un tueur à gages. Dans certains cas, les groupes paramilitaires sont même allés jusqu'à donner une formation militaire aux tueurs à gages. Selon le Département administratif de la sécurité, le groupe paramilitaire du nom d'AGDEGAM opère dans tout le Magdalena Medio ainsi que dans une partie des départements d'Antioquia, de Boyacá, de Caldas et de Santander. Il serait financé non seulement par les trafiquants de drogue mais aussi par les éleveurs de bétail et par les agriculteurs qui consacrent une partie de leur temps à la culture du coca, sous le couvert d'autres activités agricoles licites 8/.

20. Selon d'autres renseignements reçus par le Rapporteur spécial, il semblerait que les groupes paramilitaires opèrent surtout dans les régions à forte présence militaire et aucun affrontement entre ces groupes et les forces de l'ordre n'a jusqu'à présent été signalé. Comme on le verra plus loin, selon les renseignements dont on dispose, le nombre des exécutions sommaires ou arbitraires a augmenté, ces dernières années, en liaison étroite avec l'intensification des activités des groupes paramilitaires. C'est à ces derniers que les organisations non gouvernementales, colombiennes et étrangères, qui s'occupent des droits de l'homme, attribuent la plupart des assassinats de civils et la principale responsabilité des massacres qui se sont produits en 1988 et en 1989. Les assassinats collectifs, dont les victimes sont en général des paysans sans défense, sont un phénomène très récent et attestent de la montée alarmante de la violence en Colombie. Aussi convient-il de se féliciter que l'existence des groupes paramilitaires soit officiellement reconnue et que leurs camps de formation et leurs instructeurs militaires étrangers aient été identifiés. D'autres mesures, qui seront analysées au chapitre IV, témoignent de la volonté du gouvernement d'en finir avec les groupes paramilitaires.

### III. DONNEES STATISTIQUES COMMUNIQUEES AU RAPPORTEUR SPECIAL

21. Depuis de nombreuses années, l'homicide est la principale cause de décès parmi les adultes en Colombie. Logiquement, tous les homicides ne sont pas inspirés par des motifs politiques. Selon le Conseiller présidentiel pour les droits de l'homme, 10 % seulement des homicides en Colombie ont de telles motivations et relèvent d'une manière ou d'une autre de la catégorie de la violence organisée. Néanmoins, comme on peut le constater à la lecture du tableau I, le nombre des victimes de la violence politique est très élevé.

TABLEAU I

Victimes de mort violente pendant le conflit politique et militaire  
(1988-1989) \*/

Catégorie	1988	1989	Total
Assassinats politiques	2 738	1 518	4 256
Assassinats visant à "nettoyer la société"	273	289	562
Personnes tuées lors d'affrontements armés	1 083	530	1 613
Total des morts violentes	4 094	2 337	6 431

Source : Justicia y Paz, Boletín informativo, vol. 1, No 4, et vol. 2, Nos 1, 2 et 3, Comisión Intercongregacional de Justicia y Paz, Bogota.

\*/ Chiffres concernant la période du 1er janvier 1988 au 30 décembre 1989.

22. Le tableau I indique le nombre de morts violentes consécutives au conflit politique et militaire, de 1988 à 1989. Ces morts violentes relèvent de plusieurs catégories : assassinats politiques, assassinats visant à "nettoyer la société" et pertes en vies humaines survenues lors d'affrontements armés. Selon la source d'information d'où proviennent ces chiffres, les assassinats sont qualifiés de politiques lorsqu'ils sont motivés par l'intolérance à des idées et à des pratiques contraires à celles de l'auteur ou des auteurs de l'homicide, ou lorsqu'ils sont le moyen le plus extrême de manifester le mépris dans lequel certains tiennent le recours aux voies légales quand il s'agit d'exprimer leurs griefs ou de s'organiser. Les assassinats, même lorsque leurs motifs ne sont pas clairs, sont aussi considérés comme étant de caractère politique en raison de la zone conflictuelle où ils surviennent, de certains aspects spécifiques de la personnalité des victimes, de la manière dont ils sont perpétrés et d'autres indices laissant à penser que les motifs de l'assassinat sont politiques. Deux tiers des cas de mort violente qui se sont produits entre janvier 1988 et septembre 1989 relèvent de cette catégorie. Selon la même source, lors des assassinats commis pour "nettoyer la société", la violence est utilisée pour se débarrasser de mendiants, de prostituées, de délinquants, de malades mentaux, de toxicomanes ou de toute autre personne qui, selon l'idéologie néonazie, représente un problème pour la société. Pendant la période considérée, 10 % seulement des cas de mort violente relevaient de cette catégorie. Enfin, toujours selon la même source, les victimes d'opérations militaires sont tuées lors d'affrontements armés entre les membres des forces belligérantes ou, dans le cas des civils, lorsqu'elles sont prises entre deux feux. Dans cette catégorie, comme dans celle des assassinats politiques, le nombre des victimes a diminué pendant l'année écoulée, non seulement en raison de l'absence de chiffres pour le dernier trimestre de 1989, mais aussi, vraisemblablement, à la suite des mesures que le gouvernement a prises contre les groupes dits paramilitaires et des progrès accomplis dans les négociations de paix entre le gouvernement et les différents groupes de la guérilla.

23. Le tableau II fournit des informations sur les groupes sociaux auxquels appartenaient les victimes des deux premières catégories mentionnées dans le tableau I, en d'autres termes les victimes d'assassinats politiques et d'assassinats visant à "nettoyer la société". Deux réserves doivent être faites à propos du tableau II. Premièrement, les chiffres portent aussi sur les victimes de disparitions forcées ou involontaires qui, selon la même source, ont été au nombre de 210 en 1988 et de 99 en 1989. Deuxièmement, le groupe social auquel appartenaient toutes les victimes n'a pu être déterminé, si bien que les totaux indiqués aux tableaux I et II ne concordent pas, même si les chiffres relatifs aux disparitions forcées ou involontaires figurant dans le tableau II ont été ajoutés aux totaux du tableau I.

TABLEAU II

Victimes des assassinats commis lors du conflit politique, par groupe social (1988-1989) a/

Groupe social	1988	1989	Total
Autochtones	50	44	94
Paysans	840	456	1 296
Ouvriers de l'industrie	198	111	308
Cols blancs	327	603	930
Etudiants	48	34	82
Travailleurs indépendants b/	218	205	423
Professions libérales	89	108	197
Délinquants et marginaux	233	187	420

Source : Justicia y Paz, Boletín informativo, vol. 1, No 4, et vol. 2, Nos 1, 2 et 3, Comisión Intercongregacional de Justicia y Paz, Bogotá.

a/ Dans les chiffres de ce tableau sont aussi incluses les victimes de disparitions forcées ou involontaires qui, selon la même source, ont été au nombre de 210 en 1988 et de 99 en 1989. Toutefois les victimes du conflit armé n'y sont pas incluses. Les chiffres indiqués pour 1989 concernent la période du 1er janvier au 30 septembre.

b/ Sont compris dans cette catégorie, notamment, les employeurs, les commerçants, les exploitants agricoles et les éleveurs.

24. Il ressort du tableau II que les paysans représentent le groupe social le plus durement frappé par la violence politique et qu'ils constituent un fort pourcentage du nombre total des victimes d'exécutions sommaires ou arbitraires. Un autre groupe social très touché est celui des cols blancs qui, de plus, est le seul, avec celui des professions libérales, où l'on note une augmentation du nombre des victimes en 1989 par rapport à l'année précédente. La plupart des cols blancs tués étant des fonctionnaires, il y a tout lieu de penser qu'il existe un lien entre le net accroissement du nombre des victimes appartenant à ce groupe et l'action énergique que le gouvernement a lancée en 1989 contre les groupes dits paramilitaires et, plus précisément, contre le trafic de drogue.

25. Ainsi qu'on l'a dit au chapitre II, les assassinats collectifs ou les massacres sont un phénomène relativement récent. Les tableaux III et IV contiennent des données sur les assassinats simultanés de quatre personnes ou davantage en 1988 et en 1989 respectivement. On trouve aussi dans ces tableaux l'indication du lieu et de la date des massacres, du nombre des victimes et de leur profession et, selon les sources d'information, des forces qui seraient responsables du massacre.

26. Il ressort tant du tableau III que du tableau IV que les principales victimes des massacres perpétrés en 1988 et en 1989 ont été les paysans. En 1988, 50 des 73 massacres ont eu pour victimes des paysans, soit presque 70 % du chiffre total. En 1989, 11 des 21 massacres ont été des massacres de paysans. Ces chiffres corroborent les renseignements reproduits au tableau II, les paysans ayant été le groupe le plus durement touché par les exécutions sommaires ou arbitraires. On constate aussi que les zones rurales sont celles où sévit le plus la violence qui, aujourd'hui, s'exerce, quoique pas uniquement, dans plusieurs départements de la région de Magdalena Medio. Selon des sources non gouvernementales, les paysans massacrés étaient en général des syndicalistes actifs ou étaient accusés de collaborer avec la guérilla. Des membres des forces armées figurent aussi parmi les victimes de massacres. C'est ainsi qu'en 1988, cinq massacres de membres des forces armées ont été perpétrés. Quant aux auteurs présumés, la responsabilité de près de 70 % des massacres survenus en 1988 a été imputée à des groupes dits paramilitaires, alors que cette proportion est passée à 100 % en 1989. La guérilla serait responsable de 10 des 73 massacres commis en 1988. Bien que les données reproduites au tableau IV ne portent que sur la période allant jusqu'au 14 août 1989, il est indéniable que le nombre de massacres a diminué de manière sensible par rapport à l'année précédente. Toutefois, l'ampleur du phénomène pendant les huit premiers mois de 1989 demeure inquiétante. Il est fort probable que les variations survenues d'une année à l'autre témoignent des premiers succès obtenus par le gouvernement dans la campagne qu'il a lancée contre les groupes dits paramilitaires.

27. Le tableau V indique le nombre des victimes d'assassinats, par groupe politique, pendant la période 1985-1989. Les groupes politiques comprennent deux partis traditionnels, le parti libéral et le parti social conservateur. Le premier est le parti au pouvoir et le deuxième celui de l'opposition. Le tableau contient aussi des chiffres relatifs aux trois mouvements politiques de gauche : la Unión Patriótica, fondée en 1985, le Frente Popular et A Luchar.

TABLEAU III

Massacres perpétrés en 1988  
(quatre victimes ou davantage)

Lieu	Nombre de victimes	Profession ou groupe social	Forces auxquelles la responsabilité du massacre est imputée	Date
1. Envigado, Antioquia	8	Non déterminé	Mafia	8.1
2. San Pablo, Bolívar	6	Paysans	Groupe paramilitaire	11.1
3. Puerto Nare, Antioquia	8	Pêcheurs	Guérilla	21.1
4. Puerto Sogamoso, Santander	9	Paysans	Groupe paramilitaire	1.2
5. Cuatro Bocas, Santander	6	Paysans	Groupe paramilitaire	3.2
6. Bajo Putumayo, Casanare	7	Paysans	Groupe paramilitaire	16.2
7. Piñalito, Meta	14	Paysans	Groupe paramilitaire	21.2
8. Sierra Perijá, Cesar	8	Paysans	Inconnues	25.2
9. Bucaramanga, Santander	5	Non déterminé	Groupe paramilitaire	28.2
10. Sierra Nevada, Santa Marta	8	Paysans	Guérilla	1.3
11. Chigorodó, Antioquia	6	Paysans	Inconnues	2.3
12. Currulao, Urabá Antioquia	20	Paysans	Groupe paramilitaire	4.3
13. Mejor Esquina, Córdoba	38	Paysans	Groupe paramilitaire	3.4
14. Villanueva, Casanare	5	Paysans	Inconnues	4.4
15. Coquitos, Turbo, Antioquia	25	Paysans	Groupe paramilitaire	11.4
16. Villanueva, Casanare	6	Paysans	Guérilla	11.4
17. Rosas, Cauca	5	Paysans	Militaires	18.4
18. Chaparral, Tolima	5	Paysans	Inconnues	18.4
19. Valledupar, Cesar	5	Paysans	Inconnues	24.4
20. Bogota	5	Paysans	Inconnues	10.5
21. El Yará, Caquetá	6	Paysans	Groupe paramilitaire	10.5
22. Arboledas, Santander/Norte	5	Paysans	Groupe paramilitaire	17.5
23. San Vicente de Chucurí, Santander	12	Paysans	Militaires	19.5
24. Itagüí, Antioquia	5	Paysans	Inconnues	22.5
25. La Fortuna, Barranca, Santander	6	Paysans	Militaires	24.5
26. Medellín, Antioquia	5	Marginaux	Groupe paramilitaire	26.5
27. Belén, Andaquíes, Caquetá	5	Paysans	Inconnues	6.6
28. Andes, Antioquia	5	Paysans	Inconnues	7.6
29. Bucaramanga, Santander	13	Marginaux	Groupe paramilitaire	10.6
30. San Rafael, Antioquia	18	Mineurs	Groupe paramilitaire	14.6
31. Paniquita, Cauca	7	Paysans	Inconnues	24.6
32. Monserrate, Bogota	6	Marginaux	Groupe paramilitaire	1.7
33. Puerto Parra, Santander	6	Paysans	Groupe paramilitaire	4.7
34. Otanche, Boyacá	11	Ouvriers de l'industrie	Groupe paramilitaire	4.7
35. El Castillo, Meta	17	Paysans	Groupe paramilitaire	5.7
36. Medellín, Antioquia	5	Anciens militaires	Mafia	11.7
37. Ciénaga, Magdalena	5	Paysans	Groupe paramilitaire	11.7

TABLEAU III (suite)

Lieu	Nombre de victimes	Profession ou groupe social	Forces auxquelles la responsabilité du massacre est imputée	Date
38. Pivijay, Magdalena	5	Paysans	Groupe paramilitaire	20.7
39. Yarima, Santander	12	Paysans	Groupe paramilitaire	20.7
40. Chaparral, Tolima	5	Paysans	Militaires	21.7
41. Puerto Libertador, Córdoba	8	Paysans	Groupe paramilitaire	22.7
42. El Carmen, Santander	5	Paysans	Groupe paramilitaire	12.8
43. Yacopí, Cundinamarca	9	Paysans	Guérilla	22.8
44. Saiza, Córdoba	11	Paysans	Guérilla	23.8
45. Medellín, Antioquia	5	Commerçants	Inconnues	28.8
46. Chigorodó, Antioquia	4	Paysans	Groupe paramilitaire	29.8
47. Puerto López, Meta	6	Paysans	Inconnues	30.8
48. El Tomate, Córdoba	16	Paysans	Groupe paramilitaire	30.8
49. Popayán, Cauca	4	Paysans	Groupe paramilitaire	2.9
50. Bocas de Satinga, Nariño	5	Autochtones	Mafia	8.9
51. Olaya Herrera, Nariño	5	Autochtones	Propriétaires terriens	9.9
52. San Andrés de Sotavento, Córdoba	4	Paysans	Groupe paramilitaire	12.9
53. El Playón, Santander	4	Paysans	Groupe paramilitaire	15.9
54. Quinchía, Risaralda	4	Paysans	Groupe paramilitaire	24.9
55. Villarrica, Tolima	5	Paysans	Groupe paramilitaire	27.9
56. Puerto Boyacá, Boyacá	19	Paysans	Groupe paramilitaire	29.9
57. Turbo, Antioquia	5	Ouvriers de l'industrie	Groupe paramilitaire	30.9
58. Cartagena del Chairá, Caquetá	12	Militaires	Guérilla	2-10
59. Cartagena del Chairá, Caquetá	4	Civils	Guérilla	2-10
60. El Paujil, Caquetá	16	Soldats	Guérilla	4-10
61. Puerto Wilches, Santander	4	Militaires	Guérilla	5-10
62. Cerrito, Santander	6	Militaires	Guérilla	6-10
63. Medellín, Antioquia	7	Non déterminé	Mafia	14-10
64. Cubarral, Meta	5	Paysans	Groupe paramilitaire	18-10
65. Guayabal del Peñón, Cundinamarca	5	Paysans	Guérilla	25-10
66. El Castillo, Meta	5	Paysans	Groupe paramilitaire	6-11
67. Segovia, Antioquia	43	Habitants	Groupe paramilitaire	11-11
68. Córdoba, Córdoba	7	Paysans	Groupe paramilitaire	13-11
69. Barranca, Santander	4	Non déterminé	Groupe paramilitaire	17-11
70. Granada, Meta	5	Paysans	Groupe paramilitaire	21-11
71. Canalete, Córdoba	5	Paysans	Groupe paramilitaire	25-11
72. Puerto Valdivia	7	Non déterminé	Groupe paramilitaire	4-12
73. Orihueca, Magdalena	4	Non déterminé	Inconnues	5-12

Source : Colombia : Violencia, Derechos Humanos y Refugio Interno, Servicio Universitario Mundial, Comité Nacional SUM-Colombia, Bogota, 1989 e Informativo analítico de la situación de los derechos humanos en Colombia, 1988 et 1989, Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo", Bogota.

TABLEAU IV

Massacres perpétrés entre janvier et août 1989  
(quatre victimes ou davantage)

Lieu	Nombre de victimes	Profession ou groupe social	Forces auxquelles la responsabilité du massacre est imputée	Date
1. Puerto Valdivia, Antioquia	4	Ouvriers de l'industrie	Groupe paramilitaire	1.1
2. Betania, Antioquia	4	Ouvriers de l'industrie	Groupe paramilitaire	3.1
3. Uraba, Antioquia	4	Ouvriers de l'industrie	Groupe paramilitaire	3.1
4. Loma Verde, Córdoba	5	Paysans	Groupe paramilitaire	8.1
5. La Rochela, Santander	12	Magistrats	Groupe paramilitaire	18.1
6. Sta Rosa Cabal, Risaralda	6	Paysans	Groupe paramilitaire	4.2
7. Bucaramanga, Santander	10	Marginaux	Groupe paramilitaire	6.2
8. Monteria, Córdoba	6	Paysans	Groupe paramilitaire	8.2
9. San Roque, Meta	5	Paysans	Groupe paramilitaire	28.2
10. Piñalito, Meta	6	Paysans	Groupe paramilitaire	6.3
11. Yarima, Santander	7	Paysans	Groupe paramilitaire	7.4
12. Bucaramanga, Santander	10	Marginaux	Groupe paramilitaire	8/9.4
13. Maripi, Bocayá	7	Paysans	Groupe paramilitaire	28.4
14. Cali, Valle	4	Marginaux	Groupe paramilitaire	6.5
15. Ataco, Antioquia	4	Mineurs	Groupe paramilitaire	7.5
16. Arbolete, Cesar	6	Paysans	Groupe paramilitaire	24.5
17. Barrancabermeja, Santander	4	Ouvriers de l'industrie	Groupe paramilitaire	24.5
18. Turbo, Urabá, Antioquia	4	Paysans	Groupe paramilitaire	3.6
19. Turbo, Urabá, Antioquia	4	Paysans	Groupe paramilitaire	16.6
20. Barrancabermeja, Santander	6	Ouvriers de l'industrie	Groupe paramilitaire	6.7
21. Canalete, Córdoba	7	Paysans	Groupe paramilitaire	14.8

Source: Colombia: Violencia, Derechos Humanos y Refugio Interno, Servicio Universitario Mundial, Comité Nacional SUM-Colombia, Bogota, 1989 et Informativo analítico de la situación de los derechos humanos en Colombia, 1988 et 1989, Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo", Bogota.

TABLEAU V

Victimes des assassinats, par groupe politique  
(1985-1989) \*/

Groupe politique	1985	1986	1987	1988	1989	Total
Unión Patriótica	99	144	77	183	72	575
Parti libéral	3	29	9	88	75	204
Parti social conservateur	8	18	2	41	35	104
Frente Popular	-	-	-	26	4	30
A Luchar	4	-	-	18	-	22

Source : Centro de Estudios e Investigaciones (CEIS, Justicia y Paz, Boletín informativo, vol. 1, Nos 1, 2 et 3, Comisión Intercongregacional de Justicia y Paz, Bogotá, et Itinerario de la violencia, 1984, 1985 et 1986, Bogota.

\*/ Chiffres concernant la période du 1er janvier 1985 au 30 septembre 1989.

28. Il ressort du tableau V que la Unión Patriótica est le groupe politique le plus durement frappé par la violence. Toutefois, tant le parti libéral que le parti social conservateur ont été aussi gravement touchés, surtout à partir de 1988. Jusqu'alors, la plupart des victimes appartenant à des groupements politiques faisaient partie de la Unión Patriótica. La lecture de ce tableau, comme d'ailleurs des tableaux précédents, montre que, parmi les dernières années, 1988 a été la plus violente. Par exemple, le nombre de victimes de la Unión Patriótica a augmenté de 150 % par rapport à l'année précédente, alors que cet accroissement a été, respectivement, de 1 000 % et de 2 000 %, pour le parti libéral et pour le parti social conservateur. En 1988 également, beaucoup de victimes de la violence politique appartenaient au Frente Popular et au mouvement A Luchar, groupes qui, jusqu'ici, n'avaient pas été la cible d'assassinats, à l'exception de A Luchar en 1985. Malgré cette évolution, la Unión Patriótica reste le groupe qui compte le plus grand nombre de victimes. En 1989, la situation semble avoir légèrement changé, le parti libéral ayant le plus grand nombre de victimes, suivi de très près par la Unión Patriótica. Ainsi qu'on l'a fait observer plus haut, l'action menée par le gouvernement contre les groupes dits paramilitaires semble être à l'origine de la diminution du nombre des militants de tous bords politiques tués en 1989. Par contre, l'augmentation proportionnelle du nombre des victimes appartenant au parti libéral ou au parti social conservateur est plus difficile à comprendre. Ainsi, d'aucuns pensent que les membres du parti au pouvoir font l'objet de représailles de la part des groupes paramilitaires en raison des mesures prises par le gouvernement à leur encontre. Certaines organisations non gouvernementales estiment quant à elles que l'étendue de l'extermination dont a été victime la Unión Patriótica jusqu'en 1988 a été qu'à l'heure actuelle, rares sont les militants de ce mouvement s'occupant des affaires publiques. C'est la raison pour laquelle l'attention des groupes dits paramilitaires a commencé à s'orienter progressivement vers les militants



d'autres camps politiques défendant des positions qui ne sont guère acceptables pour ceux qui exercent le pouvoir économique et politique aux niveaux local et régional et/ou qui ont conclu une alliance politique avec la Unión Patriótica.

29. On trouve aux tableaux VI et VII les chiffres concernant les personnes tuées ou blessées lors du conflit armé. Les chiffres se répartissent en trois catégories selon les secteurs touchés : les forces chargées d'assurer le maintien de l'ordre, la guérilla, et la population civile qui englobe les personnes qui ne font pas partie des forces engagées dans les affrontements militaires mais en sont victimes.

TABLEAU VI

Personnes tuées lors du conflit militaire  
(1988-1989) \*/

Personnes tuées lors d'affrontements armés	1988	1989	Total
Forces chargées d'assurer le maintien de l'ordre	405	148	553
Guérilla	565	325	890
Population civile	113	57	170
Total	1 083	530	1 613

Source : Justicia y Paz, Boletín informativo, vol. 1, No 4, et vol. 2, Nos 1, 2 et 3, Comisión Intercongregacional de Justicia y Paz, Bogotá.

\*/ Chiffres concernant la période du 1er janvier 1988 au 30 septembre 1989.

TABLEAU VII

Personnes blessées lors du conflit militaire  
(1988-1989) \*/

Personnes blessées lors des affrontements armés	1988	1989	Total
Forces chargées d'assurer le maintien de l'ordre	501	179	680
Guérilla	26	16	42
Population civile	175	57	232
Total	702	252	954

Source : Justicia y Paz, Boletín informativo, vol. 1, No 4, et vol. 2, Nos 1, 2 et 3, Comisión Intercongregacional de Justicia y Paz, Bogotá.

\*/ Chiffres concernant la période du 1er janvier 1988 au 30 septembre 1989.

30. Malgré le recul relatif du nombre des victimes du conflit militaire en 1989 par rapport à l'année précédente, il ressort des chiffres indiqués que le conflit est loin d'être négligeable et qu'il est sans doute une source importante de violence en Colombie. Indépendamment des combattants et des civils, dont la mort est la conséquence directe du conflit militaire, beaucoup d'autres personnes ne cessent d'être tuées en Colombie parce qu'on les accuse de collaborer ou de sympathiser avec la guérilla, quand il ne s'agit pas d'un simple prétexte. L'action du gouvernement qui tente de négocier la paix avec ces groupes et de les attirer sur la voie d'un processus démocratique est dès lors d'autant plus importante.

31. Selon des sources non gouvernementales, le fait qu'il y ait plus de tués que de blessés semble témoigner du degré de violence des affrontements militaires. Cette violence extrême semble toucher surtout les groupes de la guérilla. Si l'on examine de près le nombre de tués par rapport au nombre de blessés dans chaque catégorie, on constate que, tant le cas des forces chargées d'assurer le maintien de l'ordre que dans celui de la population civile, le nombre des tués est inférieur à celui des blessés. Entre 1988 et 1989, il y a eu 553 morts et 680 blessés dans les rangs des forces chargées d'assurer le maintien de l'ordre, tandis que, dans la population civile, ces chiffres étaient respectivement de 170 et de 232. On note l'inverse dans le cas des groupes de la guérilla où l'on a compté 890 morts et 42 blessés. Les tableaux VI et VII montrent aussi que le nombre des victimes parmi la population civile est loin d'être négligeable. Les témoignages que le Rapporteur spécial a recueillis et qui sont présentés dans le chapitre suivant décrivent les diverses manières dont le conflit militaire atteint la population civile, non seulement par le nombre des tués et de blessés, mais aussi par les déplacements massifs de population qu'il entraîne et les difficultés dont ils s'accompagnent.

#### IV. CAS D'EXECUTIONS SOMMAIRES OU ARBITRAIRES SIGNALES AU RAPPORTEUR SPECIAL

32. On trouvera dans ce chapitre une brève description de quelques-uns des massacres qui ont été signalés au Rapporteur spécial pendant sa visite, ainsi que des secteurs de la population qui sont les principales victimes d'exécutions sommaires ou arbitraires. Ce chapitre traite aussi des exécutions extrajudiciaires dans le cadre de la campagne anti-insurrectionnelle et de certains phénomènes liés à cette campagne dans certaines régions, par exemple celui des déplacements de personnes. Lorsque les informations disponibles le permettaient, on a indiqué pour chaque cas les mesures prises par les autorités pour enquêter sur les faits et punir les responsables. Il faut ajouter que, bien que les paysans soient le groupe social le plus touché par la violence, comme le montrent les tableaux II, III et IV du chapitre 2, le présent chapitre n'analyse pas les problèmes spécifiques à ce groupe. La raison en est que la majorité des victimes des massacres et des victimes civiles de la campagne anti-insurrectionnelle, et un grand nombre des victimes de l'Unión Patriótica et de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie sont en fait des paysans. Enfin, faute de place, le Rapporteur spécial a dû se montrer très sélectif, et quelques-uns seulement des cas qui ont été portés à son attention sont mentionnés ci-après - dont un petit nombre seulement de cas individuels. Cependant, pour compléter les informations présentées ici, le lecteur pourra se reporter à la partie

du rapport principal concernant la Colombie, qui énumère les cas individuels portés par le Rapporteur spécial à l'attention du Gouvernement colombien les 13 mars, 24 juillet et 6 octobre 1989, et contient les réponses du gouvernement sur ces cas (voir par. 114 à 142 du document E/CN.4/1990/22).

#### A. Massacres

##### 1. Urabá

33. Le 4 mars 1988, aux petites heures, des ouvriers ont été massacrés dans les plantations de bananes "La Honduras" et "La Negra", près de Curralao, dans la région de l'Urabá. Une trentaine d'hommes armés ont fait irruption dans les logements des ouvriers de "La Honduras", et ils en ont soigneusement choisi 18 pour les tuer. Peu après, les tueurs se sont dirigés vers "La Negra", à trois kilomètres seulement de "La Honduras", où ils ont tué trois autres ouvriers. L'Urabá est une région de production bananière prospère dans laquelle, ces dernières années, est apparu un syndicalisme extrêmement dur, sous l'effet de la précarité des conditions de travail. Certains prétendent que le mouvement syndicaliste a des liens étroits avec l'EPL et les FARC, groupes de guérilla très actifs dans la région de l'Urabá. Peu avant les massacres, un groupe d'hommes en uniforme, parmi lesquels se trouvaient des civils portant des cagoules, avaient détenu, interrogé puis relâché un certain nombre des ouvriers qui ont été tués par la suite. Apparemment, les personnes ainsi détenues avaient été interrogées par des officiers de renseignement du bataillon de voltigeurs qui effectue des opérations dans la région. Après le 4 mars 1988, d'autres exécutions extrajudiciaires de travailleurs ont eu lieu dans la région de l'Urabá. En avril, neuf ouvriers d'une plantation de Punta Coquitos, près de Turbo, ont été tués et 16 autres ont disparu. Selon les témoins, les personnes disparues ont été tuées en mer. Les victimes s'étaient approprié des terrains pour y construire des maisons. Le 14 avril 1988, le président Barco, faisant usage de ses pouvoirs en vertu de l'état de siège, a déclaré l'Urabá zone militaire. Cette mesure n'a cependant pas mis fin aux meurtres de responsables syndicaux.

34. Les enquêtes menées par Martha Lucía González Rodríguez, juge au Sixième tribunal de l'ordre public, et par le DAS, ont amené à conclure que les responsables de ces massacres étaient des membres d'un groupe paramilitaire de Puerto Boyacá, qui se dissimule derrière l'organisation d'autodéfense connue sous le nom d'ACDEGAM 9/. Selon ces sources, le groupe est essentiellement financé par les trafiquants de drogue Gonzalo Rodríguez Gacha et Pablo Escobar Gaviria, tous deux du cartel de Medellín. Seraient également impliqués dans ce crime le commandant Luis Felipe Becerra Bohóquez et le lieutenant Pedro Vicente Bermúdez Lozano, l'un et l'autre officiers de renseignement du bataillon de voltigeurs. Il semble que le commandant Becerra ait payé les notes d'hôtel de plusieurs des personnes qui ont pris part aux massacres. Des mandats d'arrestation ont été délivrés contre les deux officiers. Selon le DAS, l'objectif du massacre était de liquider les travailleurs qui soutenaient la guérilla 10/. A l'issue de l'enquête, le juge González a réclamé la suspension du chef de la police, le capitaine Marco Fidel Mendieta Sierra, et du maire de Puerto Boyacá, Luis Alberto Rubio Rojas, qui avaient aidé à couvrir les activités criminelles de l'ACDEGAM. M. Rubio a été suspendu, mais n'a pas pu être arrêté.

A la suite de menaces, le juge González a dû quitter le pays. N'ayant pas pu la tuer, les membres du groupe "paramilitaire" s'en sont pris à son père, Alvaro González Sánchez, député libéral et ancien gouverneur de Boyacá, qu'ils ont assassiné le 4 mai 1989 à Bogota. Le juge María Helena Díaz Pérez, qui a remplacé le juge González, a confirmé les accusations faites par cette dernière. Elle a été, elle aussi, rapidement menacée de mort, à la suite de quoi elle a obtenu une protection. Cette protection n'a cependant pas été suffisante, et le juge Díaz Pérez a été tué à Medellín en juillet 1989 avec deux de ses gardes du corps.

## 2. San Rafael

35. Le 14 juin 1988, 17 mineurs et un élève de l'école secondaire qui visitait la mine d'or d'Encillo, à San Rafael, Antioquia, ont disparu dans des circonstances suspectes. Une semaine plus tard, leurs corps mutilés ont été retrouvés sur les bords de la rivière Nare. Apparemment, cette tuerie était un acte de représailles pour la mort d'un lieutenant de l'armée de terre, tué au combat. Le capitaine Carlos Enrique Martínez Orozco, de la XIVème brigade, qui avait remplacé le lieutenant décédé, aurait préparé et exécuté le massacre des mineurs syndicalistes, tous membres de l'Unión Patriótica. Alejo Arango, le chef des travaux, syndicaliste actif, a été membre de l'Union patriotique jusqu'en 1988, date à laquelle il a disparu après avoir été amené dans une prison militaire, sans inculpation d'aucune sorte. Après le massacre, le capitaine Martínez a fait l'objet d'une sanction administrative, et il a été muté dans une autre unité militaire. L'affaire a été confiée au quatrième tribunal de l'ordre public de Medellín, qui aurait découvert qu'il y avait eu des mouvements de troupes inhabituels à San Rafael, avant et après les disparitions et assassinats. Les chefs d'inculpation retenus contre le capitaine Martínez et d'autres officiers de l'armée de terre - vols, enlèvements et homicides - font l'objet d'un recours devant le Tribunal supérieur de l'ordre public de Medellín.

## 3. Segovia

36. Le 11 novembre 1988, tard dans la soirée, une douzaine d'hommes armés ont pénétré dans la ville de Segovia, département de Bomboná, et se sont mis à terroriser les habitants, en tirant à l'aveuglette. Peu après, les attaquants, munis d'une liste, ont fait une fouille systématique à la recherche de certaines personnes qu'ils voulaient tuer sur place. Quarante-trois personnes en tout sont mortes, et plus de 50 ont été blessées. Depuis que l'Unión Patriótica avait remporté les élections municipales en mars 1988, la ville avait reçu des menaces de trois groupes paramilitaires appelés Mort aux révolutionnaires du nord-est (MRN), les Réalistes, et la Guerre sale. Selon l'instruction judiciaire, la police n'était pas intervenue pour repousser l'attaque, bien que le commissariat de police se trouve sur la place principale. Il est révélateur que le commissariat n'ait pas été touché par les coups de feu, alors que l'hôtel de ville voisin avait été la cible de la colère des attaquants. Sans la moindre explication, le jour du massacre, on avait levé trois postes militaires sur l'unique route menant à Segovia, et le bataillon de Bomboná, qui a des bâtiments le long de cette route, n'avait fait aucun effort pour arrêter les attaquants. Plusieurs membres du bataillon de Bomboná semblent non seulement ne pas avoir fait leur devoir, mais avoir pris une part active dans la campagne d'intimidation de la population et des dirigeants municipaux membres de l'Unión Patriótica. La Cour suprême

a décidé, en février 1989, que le lieutenant-colonel Alejandro Londoño, commandant du bataillon de Bomboná, et le lieutenant Edgardo Alfonso Navarro devaient être poursuivis pénalement pour avoir publié, peu avant l'attaque, des tracts menaçants contre la population de Segovia. Le juge Martha Lucía Hurtado, du Sixième Tribunal de l'ordre public de Medellín, a inculpé le lieutenant-colonel Alejandro Londoño, les officiers de renseignement de son bataillon, le capitaine Hugo Alberto Díaz et le capitaine Hugo Henry Borda Guerrero, le chef de la police de Segovia, le capitaine Jorge Eliécer Chacón Lazo, et quatre civils qui semblent appartenir à un groupe paramilitaire opérant dans la région du Magdalena Medio. Pour autant que l'on sache, aucun de ces officiers n'a été arrêté. Quatre jours après le massacre, le juge militaire Gildardo Ospina Hoyos a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'ouvrir une instruction préparatoire contre la police. Cette décision a été communiquée au bureau du Procureur des forces armées, apparemment pour éviter que des sanctions soient prononcées lors de la procédure administrative. Sauf le lieutenant-colonel Londoño et le lieutenant Navarro, jugés par des juridictions civiles pour avoir ordonné la distribution de tracts contenant des menaces, tous les chefs du bataillon de Bomboná et les chefs de la police de Segovia ont été traduits devant les tribunaux militaires pour lâcheté.

#### 4. La Rochela

37. Ce massacre dans lequel 12 membres d'une commission d'enquête ont perdu la vie s'est produit le 18 janvier 1989, à Simacota, Santander. La Commission, établie par la Direction des poursuites pénales, enquêtait sur les massacres commis dans la région du Magdalena Medio, apparemment par des groupes paramilitaires. L'enquête aurait alors touché à sa fin. Les membres de la Commission ont été attirés dans un traquenard et capturés par une quarantaine d'hommes armés du groupe paramilitaire "Mort aux kidnappeurs" (MAS) 11/, entre La Rochela et La Vizcaína. Ils ont été ligotés et abattus peu après. On prétend que la Commission d'enquête était sur le point d'ordonner l'ouverture d'une fosse commune contenant 50 corps, dont ceux de 19 commerçants disparus entre Cúcuta et Magdalena le 7 octobre 1987. La Commission aurait également réussi à identifier les tueurs du MAS qui avaient pris part à cette tuerie ainsi qu'à d'autres. Selon l'Unión Patriótica, le MAS avait eu l'appui de certains officiers des forces armées 12/. Des 15 membres de la Commission d'enquête, trois seulement ont survécu. Grâce à leur témoignage, l'enquête a permis d'identifier plusieurs membres du groupe paramilitaire présumé coupable du massacre. Ils ont, comme d'autres témoins, reçu des menaces de mort d'un groupe paramilitaire appelé "Los Masetos" qui a en outre déjà tué l'un des témoins oculaires. En février 1989, Luis María Sanabria a été tué après avoir été emmené de force de chez lui, à Simacota, Santander. Sa fille, témoin oculaire elle aussi, vit cachée depuis lors. Ni Sanabria, ni sa fille, ni aucun des autres témoins n'a reçu ou ne reçoit une protection suffisante.

#### B. Secteurs particulièrement vulnérables

##### 1. Unión Patriótica

38. Comme on l'a déjà indiqué, ce groupement politique est celui qui a été le plus touché par la violence. Ainsi qu'il ressort du tableau VIII, plus du quart des membres de l'Unión Patriótica qui ont été assassinés étaient des hauts responsables du groupement. En particulier, son président, Jaime Pardo Leal, ancien juge et candidat aux élections présidentielles

de 1986, a été tué le 11 octobre 1987. Le tableau XIX montre le nombre de membres de l'Unión Patriótica qui occupaient des fonctions officielles lorsqu'ils ont été tués : le total s'élève à 84 entre 1985 et 1989, soit 15 % environ du nombre total des personnes assassinées. Les deux sénateurs sont Pedro Nel Jiménez Obando, tué le 1er septembre 1986, et Pedro Luis Valencia, tué le 14 août 1987. Comme les chiffres le montrent, ce sont surtout les maires et autres responsables élus lors des premières élections municipales tenues librement en Colombie, en 1988, qui ont été la cible de ces assassinats.

TABLEAU VIII

Nombre des membres de l'Unión Patriótica qui ont été tués  
(1985-1989)\*/

Année	Dirigeants	Adhérents	Total
1985	29	70	99
1986	65	79	144
1987	25	52	77
1988	23	160	183
1989	14	50	64
1985/89	156	411	567

Source : Centro de Estudios e Investigaciones Sociales (CEIS).

\*/ Les chiffres concernent la période allant du 1er janvier 1985 au 11 août 1989.

TABLEAU IX

Nombre de membres de l'Unión Patriótica qui occupaient des  
fonctions officielles lorsqu'ils ont été tués  
(1985-1989)\*/

Membres	Total
Sénateurs	2
Députés	3
Représentants	2
Maires	6 <u>a/</u>
Conseillers municipaux	68 <u>b/</u>
Autres élus	3
Total	84

Source : Centro de Estudios e Investigaciones Sociales (CEIS).

\*/ Les chiffres concernent la période allant du 1er janvier 1985 au 11 août 1989.

a/ Y compris un ancien maire.

b/ Y compris deux anciens conseillers municipaux.

39. Le tableau X indique quelles sont les forces présumées responsables de l'assassinat des membres de l'Unión Patriótica. Les principales sont, dans l'ordre, les groupes dits paramilitaires, les tueurs à gages et l'armée. Bien que les tueurs à gages exécutent un grand nombre d'assassinats ordonnés par les groupes paramilitaires, certains des assassinats qu'ils commettent ne font pas partie d'une action préméditée d'un groupe paramilitaire, mais résultent d'un contrat privé : d'où la distinction faite dans le tableau entre les exécutions sommaires attribuées aux groupes paramilitaires, et celles attribuées à des tueurs à gages. De toute façon, les meurtres attribués à des groupes paramilitaires représentent à peu près 50 % du total et plus du double de ceux attribués à des tueurs à gages ou à l'armée.

TABLEAU X

Forces présumées responsables de l'assassinat des membres  
de l'Unión Patriótica  
(1985-1989)\* /

	1985	1986	1987	1988	1989	Total
Groupes						
paramilitaires	39	83	24	134	18	298
Tueurs à gages	4	12	32	28	38	114
Armée	51	25	10	14	2	102
Police	4	14	6	5	0	29
Autres	0	3	2	0	2	7
Inconnus	1	7	3	2	4	17
Total	99	144	77	183	64	567

Source : Centro de Estudios e Investigaciones Sociales (CEIS).

\* / Les chiffres concernent la période allant du 1er janvier 1985 au 11 août 1989.

## 2. Syndicalistes

40. Un autre secteur visé par la violence est celui des syndicats. Des quatre fédérations de travailleurs, c'est la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT) qui compte le plus grand nombre de victimes. Selon les informations reçues par le Rapporteur spécial, la CUT groupe près de 85 % des travailleurs syndiqués en Colombie. Depuis sa création en 1986, ses rangs ont été décimés, comme le montrent les chiffres du tableau XI.

TABLEAU XI

Assassinats de syndicalistes de la Centrale unitaire des travailleurs  
(18 août 1986-7 avril 1989)

Année	Nombre d'assassinats
1986	26
1987	69
1988	146
1989	18
Total	259

Source : 265ème rapport du Comité de la liberté syndicale, Bureau international du Travail, Genève, dans Bulletin officiel, Vol. LXXII, 1989, Série B, No 2.

41. Dans le mouvement syndical, les éducateurs constituent un groupe particulièrement visé. Organisés au sein de la Fédération colombienne des éducateurs (FECODE), affiliée à la CUT, ils reçoivent constamment des menaces de mort qui, dans de nombreux cas, sont mises à exécution. La FECODE, qui est le seul syndicat d'enseignants de l'enseignement public, compte environ 200 000 membres. Les dirigeants de la FECODE indiquent que, ces deux dernières années, 200 éducateurs environ ont demandé une mutation parce qu'ils avaient reçu des menaces de mort. Ils ont ajouté que, très souvent, ces mutations ne supprimaient pas le risque d'assassinats, ce qui semblerait indiquer l'existence d'un réseau paramilitaire extrêmement bien coordonné au niveau national.

TABLEAU XII

Nombre des éducateurs assassinés ou ayant reçu des menaces de mort  
(1985-1989)\* /

Année	Assassinats	Menaces
1985	2	a/
1986	14	62
1987	22	239
1988	56	54
1989	35	52
Total	129	407

Source : Rapport de la Fédération colombienne des éducateurs (FECODE), affiliée à la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), remis au Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou arbitraires, lors de sa visite à Bogota (Colombie) en octobre 1989.

\* / Les chiffres concernent la période allant du 1er janvier 1985 au 30 septembre 1989.

a / Chiffres non disponibles.



42. La violence dirigée contre les membres de la FECODE semble être motivée par le désir croissant des éducateurs de changer la politique éducative, et leur engagement politique actif dans les communautés auxquelles ils appartiennent. A cause de cet engagement politique, les éducateurs sont souvent accusés d'être des "éléments subversifs" : on les associe ainsi à la guérilla, et ils deviennent des cibles de la "sale guerre". C'est ce qui est arrivé à Soeur Teresa de Jesús Ramírez Vanegas, tuée le 28 février 1989 alors qu'elle enseignait à l'école secondaire de Cristales, San Roque, Antioquia. Soeur Teresa de Jesús avait participé à des campagnes d'alphabétisation, et soutenu les marches de paysans de mars 1988. Selon les renseignements reçus par le Rapporteur spécial, d'autres religieuses de la région avaient également été accusées par les autorités locales de faire de la "propagande subversive" dans leurs classes, parce qu'elles y employaient souvent des mots comme celui de "solidarité", qui étaient censés dénoter une connaissance profonde du marxisme-léninisme.

### 3. Agents des services publics, et en particulier des services judiciaires

43. On compte parmi les victimes des dernières années un ministre de la justice, un procureur général de la Nation, plusieurs juges de la Cour suprême et des Cours d'appel et de nombreux magistrats. Plusieurs ministres de la justice auraient été obligés de démissionner de leurs fonctions à cause des menaces de mort qui planaient sur eux-mêmes ou leurs familles, et sept ou huit juges ont dû quitter le pays pour la même raison. Dans certains cas, comme dans celui de Marta Gonzales, juge d'instruction de l'affaire des massacres de l'Uraba, les représailles des "groupes paramilitaires" contre les juges vont jusqu'à tuer certains membres de leurs familles 13/. Selon Asonal Judicial, le syndicat de la magistrature, un cinquième des 4 379 juges en fonction en Colombie aujourd'hui vivent sous la menace de mort. De plus, tous les juges qui ont été menacés ne peuvent pas bénéficier d'une protection policière. Toutefois, on dit que cette protection, lorsqu'elle est fournie, est insuffisante, comme le montre l'exemple du juge Díaz Pérez 14/. Les assassinats de juges et le manque de protection policière a entraîné en 1989 plusieurs grèves de magistrats dans le pays.

44. Presque tous les magistrats qui se sont entretenus avec le Rapporteur spécial ont souligné qu'il existait d'autres problèmes en plus du manque de sécurité. Par exemple, la procédure judiciaire fait une place excessive aux témoignages oraux. Dans le contexte actuel de violence, rares sont les personnes qui acceptent de témoigner, parce que, comme il est naturel, elles craignent pour leur vie. En l'absence de témoins, l'instruction des affaires ne peut guère avancer, les services judiciaires manquant des moyens techniques (services de balistique, services de dactylographie, etc.) nécessaires à l'établissement des faits. Aussi, les magistrats sont-ils obligés de s'en remettre presque exclusivement aux témoignages oraux, qui sont la plupart du temps difficiles à obtenir. On a dit aussi au Rapporteur spécial que les services judiciaires auraient besoin d'un corps d'enquêtes criminelles techniquement bien équipé, pour faire les investigations ordonnées par le juge et travailler exclusivement sous sa direction. Un autre problème auquel se heurtent les services judiciaires est le manque de ressources pour payer les salaires de leurs employés et accroître leurs moyens pour faire face à l'augmentation des besoins.

45. Cependant, les services judiciaires ne sont pas la seule cible des groupes "paramilitaires" et des groupes de trafiquants de drogues qui les financent. Le Département administratif de la sécurité (DAS), qui est à l'avant-garde du combat contre le trafic de drogue, en fournissant des renseignements détaillés sur les activités illégales des trafiquants et leurs liens avec les groupes paramilitaires, a également été visé par la violence de ces groupes. Un attentat dirigé contre le chef du DAS, le général Miguel Maza Márquez, et dont celui-ci est heureusement sorti indemne, le 31 mai 1989, a fait huit victimes. Quelques mois plus tard, en novembre 1989, un avion commercial reliant Bogota à Cali et transportant des dizaines de passagers a explosé en vol. Le cartel de Medellín, lorsqu'il a revendiqué la responsabilité de cet attentat, qui répondait aux activités entreprises par le gouvernement contre le trafic de la drogue, a précisé qu'il y avait parmi les passagers cinq personnes qui travaillaient pour les services de renseignements de l'Etat et qui avaient participé activement à la lutte contre les activités illégales du cartel. Peu après, au début de décembre 1989, le siège du DAS à Bogota a été détruit par l'explosion d'une voiture piégée, qui a causé la mort d'une cinquantaine de personnes, presque toutes des passants qui se trouvaient là par hasard. Tous ces actes, de même que les attentats contre les bâtiments publics perpétrés ces derniers mois par les trafiquants de drogue, et l'assassinat de cinq magistrats entre le mois d'août et le mois de décembre 1989 à la suite de l'extradition de trafiquants de drogue, semblent avoir pour but d'entamer la résolution de l'Etat, et plus particulièrement des organes engagés dans la lutte contre le trafic de drogue et ses manifestations violentes.

46. La violence paramilitaire n'a pas non plus épargné d'autres groupes, non publics ceux-là, qui participent aussi à cette lutte : par exemple la presse indépendante. Plus de 40 journalistes ont été tués ces dernières années, en particulier Guillermo Cano, rédacteur en chef de El Espectador. Après sa mort, le journal a continué d'être la cible de la violence paramilitaire. Beaucoup de ses rédacteurs et employés ont été tués et ses locaux à Bogota ont été presque entièrement démolis par l'explosion d'une bombe en septembre 1989. Dans des villes comme Medellín, ce journal a une diffusion très limitée étant donné que même les vendeurs de journaux ont reçu des menaces visant à empêcher sa distribution. Un autre journal indépendant victime de la violence est le Vanguardia Liberal, publié à Bucaramanga. Les bureaux du journal ont été presque entièrement détruits le lendemain du départ du Rapporteur spécial pour Bogota.

#### C. La campagne anti-insurrectionnelle et ses répercussions sur la population civile

47. Le Rapporteur spécial a aussi reçu de nombreuses informations concernant des exécutions sommaires ou arbitraires de civils vivant dans les zones de combat. Beaucoup des exécutions qui ont eu lieu ces dernières années dans ces zones ont été imputées par les témoins aux groupes "paramilitaires" ou aux forces armées. Selon les déclarations de ces témoins, l'aviation serait la première à intervenir dans les zones contrôlées par la guérilla, souvent en bombardant la population civile. Les raids aériens ont pour effet d'intimider la population civile et souvent de l'obliger à partir, temporairement ou définitivement. On a indiqué au Rapporteur spécial que des raids aériens avaient eu lieu entre 1988 et 1989 dans plusieurs départements, notamment ceux d'Antioquia, Arauca, Atlántico, César, Norte de Santander, Santander et Tolima. Selon plusieurs témoins venant de zones rurales comme celles de

San Vicente de Chucurí et Provincia de García Rovira, Santander, Yondó, Antioquia et Vistahermosa, Metá, après les raids aériens, l'infanterie prend le contrôle de la zone. Peu après, ce sont les groupes paramilitaires qui commencent à intervenir, menaçant de mort et tuant toute personne qu'ils considèrent comme un éventuel sympathisant ou collaborateur de la guérilla.

48. L'intensité du conflit dans certaines régions a donné lieu au phénomène relativement nouveau du déplacement de personnes - lorsque le déplacement a un caractère définitif, ces personnes deviennent ce que l'on appelle des réfugiés intérieurs. Le Rapporteur spécial a été informé de l'existence d'environ 30 000 réfugiés dans le pays, mais le chiffre exact n'est pas connu. Les principales villes dans lesquelles sont concentrés les réfugiés sont Bogota, qui reçoit les familles de Metá; Barrancabermeja, qui reçoit la population déplacée du Magdalena Medio; Apartadó, qui reçoit les personnes déplacées de l'Urabá; et Montería, Córdoba, qui reçoit les personnes déplacées des zones rurales avoisinantes. Il semble que, faute de ressources, l'Etat ne donne pas à ce groupe de victimes du conflit militaire l'assistance dont ils auraient besoin. En outre, il n'existe pas d'organisation internationale, gouvernementale ou non gouvernementale ayant pour mission d'aider les personnes déplacées dans les conflits internes. C'est pourquoi ce groupe, dont le nombre grossit régulièrement, est relativement dépourvu de protection.

49. Le Rapporteur spécial a également reçu des renseignements concernant la violence de la répression, par l'armée, des manifestations de paysans dans le nord-ouest de la Colombie en 1988. On lui a dit que, vu le caractère pacifique de ces manifestations, on comprenait mal l'extrême violence de la réaction des forces de l'ordre. Selon d'autres versions, des groupes de guérilla auraient été impliqués dans l'organisation des prétendues marches de paysans. Le nombre exact de victimes n'est pas connu.

50. Deux des cas communiqués au Rapporteur spécial sont présentés brièvement ci-après pour montrer que, dans la campagne anti-insurrectionnelle, les forces de l'ordre ne respectent pas certains principes de base du droit humanitaire international, en particulier celui interdisant l'usage de la violence contre les populations civiles. Le premier cas est celui du massacre de El Tomate, Córdoba, le 30 août 1980 : 30 hommes en uniforme, armés de mitraillettes, ont attaqué ce jour-là la population civile de cette petite ville, apparemment à titre de représailles pour les attaques des guérilleros contre l'armée. Seize personnes ont trouvé la mort pendant cette attaque, dont la plupart appartenaient au Frente Popular, mouvement de gauche. Des sources gouvernementales ont indiqué peu après le massacre qu'il s'agissait peut-être de représailles pour un raid mené par les FARC et par l'EPL contre un poste militaire à Saiza, et au cours duquel 14 soldats avaient été tués et 21 avaient été faits prisonniers. Des membres du groupe d'autodéfense paysan constitué par l'armée pour combattre la guérilla auraient également été tués dans cette attaque contre Saiza. Le second cas s'est produit le 5 mars 1989. Une bande de 12 guérilleros de l'EPL ont lancé un raid contre la ville de Tenjo, près de Bogota, et pris de l'argent dans deux banques. Ils ont pris la fuite mais ont été arrêtés par 200 agents spéciaux de la Police nationale. Trois guérilleros ont réussi à s'échapper, dont l'un a été repris par la suite, et neuf sont morts. Il semblerait que six d'entre eux aient été abattus après qu'ils se furent rendus. Leurs cadavres ont ensuite été pendus par les pieds à un hélicoptère qui a survolé la région de Tenjo, apparemment en application de la stratégie de "guerre psychologique" contre les guérilleros.

## V. MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

51. Dans son rapport à la Commission des droits de l'homme sur la visite qu'il a effectuée en Colombie, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires examine en détail le système juridique colombien. Dans le chapitre III du rapport, le Groupe étudie la structure de l'Etat, le rôle du Bureau du procureur général, de la magistrature, du Conseil d'Etat et des juridictions pénales militaires ainsi que d'autres questions institutionnelles et juridiques (voir document E/CN.4/1989/18/Add.1).

Le Rapporteur spécial recommande vivement de lire le chapitre pour bien comprendre le système juridique colombien et les mesures prises au cours de l'année 1989 par le gouvernement pour faire face à la violence. Le présent chapitre traite de ces mesures.

52. Le Conseiller présidentiel pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme a dit au Rapporteur spécial que la création de son bureau, en novembre 1987, témoignait de l'intérêt du gouvernement en place pour la question des droits de l'homme et qu'il reconnaissait par là la nécessité de mener la campagne contre la violence sous toutes ses formes dans le respect de la Constitution, de la primauté du droit ainsi que des principes et des normes internationales relatives aux droits de l'homme. A cette fin, le Bureau du Conseiller emploie les maigres ressources financières dont il dispose pour mener un ambitieux programme de promotion et de diffusion des droits de l'homme. Le Conseiller pensait que les mesures prises par le gouvernement à l'égard des groupes dits paramilitaires et pour lutter contre le trafic de drogue auraient pour effet de diminuer sensiblement la violence et de réduire le nombre des exécutions sommaires ou arbitraires, comme on avait déjà pu le constater. Il a souligné, cependant, qu'il fallait tenir compte de la violence qui a toujours marqué l'histoire de la Colombie et du fait que seul un petit nombre des décès par mort violente avaient une signification politique. Enfin, il a fait observer que les actes de violence commis par les groupes paramilitaires ne visaient pas uniquement l'opposition : ils visaient également les fonctionnaires de l'Etat et les membres du parti au pouvoir ainsi que le montrait le nombre de décès par mort violente parmi les membres de partis politiques en 1989 15/. Le Conseiller a cité, à titre d'exemple, l'assassinat, en août 1989, du sénateur Luis Carlos Galán, le candidat libéral le plus populaire aux prochaines élections générales, ainsi que les actes d'intimidation et les menaces perpétuelles dont étaient victimes des juges, des magistrats, de hauts fonctionnaires de l'Etat et même des ministres.

53. Le Conseiller présidentiel pour la réconciliation, le redressement et la normalisation a expliqué que la création de son bureau répondait au désir du Président de mettre en place un organe ayant uniquement pour tâche d'entretenir le dialogue avec les groupes d'insurgés. Il a ajouté que le gouvernement actuel était pleinement conscient que, tant qu'il y aurait des groupes de guérilleros et des affrontements avec les forces armées, la violence continuerait de toucher toute la société colombienne.

Le gouvernement a donc entrepris d'intégrer les groupes d'insurgés dans le système démocratique. Comme le démontre l'expérience malheureuse de 1982-1985, ce n'est pas là tâche aisée. Il est cependant nécessaire, non seulement de stopper l'une des principales sources de la violence politique,

mais aussi de renforcer le système démocratique proprement dit. Le Conseiller a signalé que le gouvernement était déjà parvenu à un accord avec le groupe M-19, l'un des six principaux groupes de guérilleros et que, si cet accord donnait des résultats, cela encouragerait les autres groupes à suivre le même exemple. Les groupes opposeraient certainement une forte résistance à toute forme de paix avec le gouvernement mais, aujourd'hui, tous, sauf l'Armée de libération nationale (ELN), avaient engagé le dialogue avec le gouvernement. Il a mentionné d'autres mesures politiques prises par le gouvernement du président Barco pour étendre et renforcer la démocratie en Colombie, telles que l'approche politique consistant pour le gouvernement à échanger des idées et à comparer des programmes avec l'opposition, renonçant ainsi à la politique, suivie jusqu'en 1986, qui revenait, dans la pratique, à écarter l'opposition. Une autre mesure visant à consolider la démocratie a été l'introduction, en 1988, d'élections municipales démocratiques. Le Conseiller a signalé que la création de partis politiques n'était soumise à aucune restriction idéologique et que c'était le Conseil électoral, un organe indépendant, qui réglait toutes les questions relatives aux partis politiques dont le nombre total s'élève aujourd'hui à 14. Enfin, la réforme de la Constitution, qui était à l'étude, permettrait de renforcer la primauté du droit en lui donnant un tour plus moderne.

54. La Colombie connaît aussi les problèmes sociaux caractéristiques de tout pays en développement. La pauvreté et le dénuement constituent, selon le Conseiller présidentiel pour le développement social, un terrain propice non seulement à la création de groupes de guérilleros et à l'accroissement de leur influence, mais aussi à la montée de la violence sous toutes ses formes. Par exemple, louer les services de tueurs à gages ne serait pas une chose aussi courante si un certain nombre de graves problèmes sociaux étaient résolus. C'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement s'est attaché à mettre au point une politique sociale énergique dont les six objectifs fondamentaux sont : la santé et l'éducation de base pour tous, la création d'emplois, la promotion de l'hygiène et de la protection de la famille, la fourniture de facteurs de production de base aux travailleurs indépendants ayant des ressources limitées et l'amélioration et la modernisation des logements ne répondant pas aux normes établies.

55. Le Ministre de l'intérieur a informé le Rapporteur spécial des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre le trafic de drogue et la "violence paramilitaire" et il a mentionné à cet égard les décrets Nos 813, 814 et 815, promulgués en avril 1989. Le premier décret a créé une commission consultative chargée d'organiser et de mener la campagne contre les groupes paramilitaires. Cette commission réunit le Ministre de la défense, le Ministre de la justice, le Ministre de l'intérieur, le général en chef des forces armées, le préfet de police et le Directeur du Département administratif de la sécurité (DAS). Le deuxième décret a institué une force spéciale d'un millier d'hommes ayant pour mission de mettre en déroute les groupes paramilitaires. Cette force est composée de membres de la police. Le troisième décret a modifié la loi sur l'organisation de la défense nationale (décret No 3398/65), qui avait autorisé la constitution de groupes d'autodéfense. Désormais, ces groupes ne peuvent être créés qu'avec l'autorisation du Président de la République, la défense doit être leur seul objectif et l'armée ne peut leur fournir des armes, même en quantité limitée. Peu après, en juin 1989, le gouvernement a promulgué le décret No 1194 en vertu duquel encourager, financer ou former des groupes dits paramilitaires ou encore participer à leurs activités contrevient la loi. Avant même que

le décret soit promulgué, en avril, autrement dit au cours des trois premiers mois de l'année, le gouvernement avait démantelé des centres de formation pour les groupes paramilitaires à Guicán (Boyacá), à Puerto López (Meta), à Santa Marta (Magdalena) et à Bogota (Cundinamarca). Selon le Département administratif de la sécurité (DAS), après la promulgation de ces décrets, les opérations de démantèlement se sont multipliées dans les régions ci-après : Magdalena Medio, Antioquia, Santander, Córdoba et Llanos Orientales, et de nombreux tueurs à gages au service des groupes paramilitaires ont été faits prisonniers, notamment Alonso de Jesús Vaquero Agudelo, qui a participé aux massacres perpétrés à La Rochela, El Diamante (Boyacá), La Honduras, La Negra et Punta Coquitos (Urabá) et Mejor Esquina (Cordoba) 16/.

56. Après l'assassinat successif, en août 1989, du magistrat Carlos Valencia, du colonel des forces de police Valdemar Franklin Quintero et du candidat du parti libéral aux élections présidentielles, Luis Carlos Galán, le gouvernement a promulgué une vingtaine de décrets. Ceux-ci prévoient : premièrement, des mesures spécialement destinées à lutter contre le trafic de drogue, telles que l'extradition, en tant que mesure administrative, et la confiscation de biens; deuxièmement, des mesures pour protéger les juges, soit directement, en augmentant les ressources destinées à leur protection, soit en prenant des dispositions pour protéger l'identité de ceux qui prennent les décisions; troisièmement, certaines limites à l'application des garanties de procédure, afin de pouvoir prendre des mesures plus sévères à l'encontre des trafiquants de drogue et des groupes dits paramilitaires; quatrièmement, un renforcement des pouvoirs politiques et juridictionnels de l'armée et, cinquièmement, la définition de nouveaux délits et des peines plus lourdes pour les délits existants. D'après les renseignements fournis par le Département administratif de la sécurité (DAS), les statistiques établies montrent que les décrets relatifs à l'état de siège promulgués en avril, en juin et en août ont commencé à donner des résultats positifs puisque plus de 15 groupes dits paramilitaires ont été démantelés depuis le mois d'avril, à San Luis, Enrigado, Bello et Medellín (Antioquia), Puerto López, San Martín et Puerto Gaitán (Meta), Bogotá et Pacho (Cundinamarca), Valledupar (César), Sinalajo (Sucre), Cali (Valle), Cimitarra et Puerto Parra (Santander) 17/.

57. Tout en appuyant largement les mesures que prend le gouvernement pour se débarrasser des groupes paramilitaires et des trafiquants de drogue qui les financent, les organisations non gouvernementales colombiennes ont confié au Rapporteur spécial qu'elles n'approuvaient pas entièrement la façon dont le gouvernement s'y prenait. Par exemple, elles s'inquiètent de l'étendue des pouvoirs accordés aux forces armées pour maintenir l'ordre public et réprimer les actes criminels. Ces pouvoirs, qui sont utilisés aujourd'hui contre des personnes soupçonnées de trafic de drogue, pourraient bien être utilisés demain contre d'autres citoyens jugés dangereux par les autorités militaires. Il convient de noter plus particulièrement le pouvoir conféré aux juges militaires d'ordonner la mise en détention de personnes simplement soupçonnées d'avoir participé à un acte criminel. De simples soupçons suffisent également à ceux qui exercent la police judiciaire (services secrets et forces armées) pour justifier la détention d'un individu durant sept jours ouvrables. Il arrive qu'une personne soit détenue jusqu'à 26 ou 27 jours avant d'être menée devant un juge 18/. Les décrets Nos 1856 et 1893, qui portent sur la confiscation des biens de toute personne soupçonnée d'être impliquée dans le trafic de drogue, sont également préoccupants dans la mesure où l'on se demande si la primauté du droit et les garanties de procédure qui protègent

les citoyens contre les actes arbitraires de l'Etat seront respectées. Ces décrets prévoient effectivement que ce sont ceux dont les biens ont été confisqués qui doivent prouver dans un délai de cinq jours que ce qu'ils possèdent "ne provient pas d'une activité illégale et n'a pas servi à commettre un délit". Autrement dit, le principe général selon lequel tout accusé est présumé innocent tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée est inversé puisque l'accusé doit prouver son innocence 19/.

58. Parmi les décrets publiés en août, le décret No 1855 vise à répondre aux besoins de la magistrature en matière d'installations, d'acquisition et de livraison de matériel, de fourniture de services et de prêts. Le décret No 1965 met en place un système pour la gestion des ressources destinées à rétablir l'ordre public. Le décret No 1894 a rendu confidentiels les débats de la Cour suprême relatifs au contrôle de la constitutionnalité des lois.

Toutes ces mesures répondent au besoin profondément ressenti de renforcer et de protéger le pouvoir judiciaire et font suite à la demande de l'organisation syndicale qui réclamait d'urgence des mesures efficaces en ce sens. Quant à l'aide extérieure fournie à la Colombie pour lutter contre le trafic de drogue, un certain nombre d'organisations non gouvernementales et de magistrats que le Rapporteur spécial a rencontrés ont souligné qu'elle devait servir essentiellement à renforcer la primauté du droit et plus particulièrement le pouvoir judiciaire, en lui fournissant davantage de ressources et surtout des moyens techniques qui lui permettent de faire face à des tâches de plus en plus lourdes. D'autres organisations non gouvernementales se sont interrogées sur le caractère exclusivement militaire, ou peu s'en faut, de l'aide extérieure fournie à la Colombie et estimé que les armes et le matériel envoyés par les nations amies se prêtaient mieux à la lutte anti-insurrectionnelle qu'à la lutte contre le trafic de drogue et les "groupes dits paramilitaires".

59. Enfin, le gouvernement a infligé des sanctions administratives à certains membres des forces armées. Par exemple, au début de l'année 1989, le colonel Luis Bohórquez Montoya, commandant le bataillon de Puerto Boyacá Bárbula, a été rayé des cadres, apparemment en raison de ses liens avec les groupes dits paramilitaires opérant dans la région. Le 11 mai 1989, le Président de la République a ordonné la mise à pied de quatre officiers (deux lieutenants, un capitaine et un major) responsables d'actes de torture, de disparitions et d'exécutions sommaires et arbitraires. Tous les quatre avaient été déclarés coupables par le ministère public qui avait requis leur mise à pied. Le Ministère de la défense les a relevés de leurs fonctions mais ne les a pas cassés. Le Président a donc ordonné qu'ils soient rayés des cadres. Cette affaire a été portée à la connaissance du Rapporteur spécial à titre d'exemple, pour lui montrer que les autorités militaires se refusent à infliger des sanctions administratives qui pourraient servir d'exemple, même lorsqu'il est prouvé que des membres des forces armées ont des liens avec des groupes dits paramilitaires. Le général en chef des forces armées, qui préside la plus haute juridiction militaire, a dit au Rapporteur spécial que les organes compétents ne punissaient pas comme ils en avaient le devoir ceux qui commettaient des infractions graves ou des délits et a ajouté que le Ministère de la défense ne disposait pas de statistiques sur les sanctions administratives et disciplinaires infligées aux membres des forces armées pour violation des droits de l'homme car, selon lui, le nombre très peu élevé de cas de ce genre ne justifiait pas l'établissement de statistiques séparées

par rapport aux autres infractions graves ou délits. De nombreuses organisations non gouvernementales ont indiqué à ce propos que la mise à pied donnée par le Président de quatre officiers qui s'étaient rendus coupables de violations des droits de l'homme devrait être requise plus souvent car, dans de nombreux cas, il existait des preuves de telles violations; au lieu de cela, des sanctions administratives étaient infligées et l'on préférait laisser le soin de juger ces affaires aux tribunaux, en général aux tribunaux militaires, qui restaient souvent inactifs.

## VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

60. Le Rapporteur spécial est reconnaissant à la Colombie de son invitation à se rendre dans le pays à un moment particulièrement critique de son histoire. Le Rapporteur spécial apprécie la coopération dont a fait preuve le gouvernement à son égard avant et au cours de sa mission, grâce à laquelle cette mission a rempli son objet.

61. La Colombie a traversé, à partir d'avril 1948, après l'assassinat du chef libéral Jorge Eliecer Gaitan, une longue période de violence ininterrompue, la violence variant seulement en intensité. Dans ce climat, les acteurs ont augmenté en nombre mais les catégories auxquelles ils appartiennent se sont aussi multipliées. Durant à peu près le même temps, la Colombie a été en état de siège. On estime qu'au cours des dix années écoulées entre 1948 et 1958, entre 200 000 et 300 000 personnes sont mortes à la suite des combats entre les partisans du parti libéral et ceux du parti conservateur. L'accord conclu en 1958 entre les deux partis, en vertu duquel ils acceptaient l'alternance du pouvoir pendant les 16 années à venir, a mis fin à ce type de violence. Toutefois, des fractions de la population, en particulier celles dont l'idéologie ou la pensée politique différait de celle des partis conservateur et libéral, se sont senties exclues ou en marge du processus politique.

62. Un grand nombre de Colombiens pauvres se sont sentis exclus de la participation à la vie politique. Les germes d'une autre source de violence, celle des mouvements de guérilla, ont été ainsi plantés. Les groupes paysans d'autodéfense, qui avaient été encouragés par le parti libéral, se sont transformés en Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et Armée de libération nationale (ELN). Il y a aujourd'hui huit mouvements de guérilla, y compris le Mouvement du "19 avril" (M-19), qui ont fait leur apparition après les fraudes qui auraient entaché les élections présidentielles de 1970. Les principales cibles de l'action de la guérilla ont été les forces armées et la police. Pour combattre les guérilleros, la population civile s'est organisée en groupes civils d'autodéfense, qui sont régis par l'ordonnance No 5 de 1969 prise par le Haut Commandement des forces armées et par le règlement relatif à la lutte anti-insurrectionnelle (règlement EJC 3-10). Le commerce de la drogue occupant une place de plus en plus importante dans la vie de la société colombienne, un autre élément de violence important a fait son apparition en Colombie. Les barons de la drogue achètent massivement des terres en investissant souvent dans des zones contrôlées par la guérilla et il en est inévitablement résulté un conflit entre les guérilleros et eux-mêmes. Les guerres que se sont livrées les cartels pour s'assurer la mainmise du territoire ont aussi entraîné des morts.



63. Pour parvenir à leurs fins, les trafiquants de drogue ont créé des organisations paramilitaires. Le premier de ces groupes "Muerte a secuestradores" (MAS) (Mort aux kidnappeurs) a été créé après l'enlèvement d'une des filles d'un grand baron de la drogue par des membres de M-19. Selon un rapport du DAS, les tueurs à gages et les trafiquants de drogue qui opèrent à Puerto Boyaca abritent leurs activités illégales derrière l'Association des agriculteurs et des éleveurs du Magdalena Medio (ACDEGAM). Au fil du temps, de nombreux groupes de civils d'autodéfense ont cédé peu à peu la place aux barons de la drogue. On estime aujourd'hui à 140 le nombre des groupes paramilitaires opérant en Colombie. Les groupes paramilitaires sont formés et financés par les trafiquants de drogue et peut-être par quelques propriétaires terriens. Ils agissent en collaboration étroite avec des éléments des forces armées et de la police. La plupart des meurtres et massacres perpétrés par les groupes paramilitaires se produisent dans des zones fortement militarisées. Les groupes paramilitaires peuvent se déplacer aisément dans ces zones et commettre impunément des meurtres. Ainsi que le montre le rapport, dans certains cas, l'armée ou la police ferme les yeux sur les agissements des groupes paramilitaires ou apportent leur aide en offrant à leurs membres des sauf-conduits ou en faisant obstacle aux enquêtes entreprises. C'est ainsi que le Directeur du Département national des enquêtes criminelles, au moment du massacre de La Rochela, a déclaré que ce qui l'inquiétait le plus était que les enquêtes dont il avait la responsabilité révélaient de plus en plus d'indulgence et de tolérance parmi la police et l'armée et de soutien de leur part aux groupes de l'extrême droite. "Nous menons des enquêtes très sérieuses qui épuisent mes hommes, menacés qu'ils sont par des membres de la police nationale. La police technique judiciaire a peur. Il serait irresponsable de ma part de prétendre le contraire."

64. Les groupes paramilitaires sont la plus grande source de violations du droit à la vie dans la société colombienne d'aujourd'hui. La plupart des meurtres et des massacres non seulement ont été commis par eux, mais ont encore contribué à l'impunité, c'est-à-dire que les auteurs de ces crimes sont conscients qu'ils ne feront pas l'objet d'un procès régulier et ne seront pas châtiés pour leurs méfaits. Des mesures de grande envergure ont été prises pour mettre un terme au climat d'impunité qui régnait et pour réduire le nombre des exécutions sommaires ou arbitraires qui se produisaient quasi quotidiennement. Cette politique suppose non seulement une forte volonté politique mais aussi des ressources et des compétences techniques. C'est à cet égard, lorsque le besoin s'en fait sentir et avec l'accord de la Colombie, que la communauté internationale peut apporter son assistance.

65. Toute solution du problème de la violence dans la société colombienne d'aujourd'hui passe par celle du problème que posent les groupes paramilitaires. Le gouvernement en est conscient et a pris des mesures pour les combattre. Une commission consultative a été constituée à cet effet par le décret No 813. La Commission a pour mandat de mettre sur pied un plan d'action pour lutter contre les groupes paramilitaires. Le décret No 814 a créé une force spéciale pouvant compter jusqu'à 1 000 hommes pour combattre ces groupes. Le Rapporteur spécial a appris que quelques succès avaient été remportés dans la guerre menée contre ces groupes et que 17 d'entre eux avaient été démantelés. Toutefois, il reste beaucoup plus à faire si l'on sait qu'il existe encore 140 groupes de ce type. Le décret No 816 reconnaît le rôle des groupes d'autodéfense institués régulièrement mais seulement à

l'initiative du Président par voie de décret qui doit être contresigné par le Ministre de la défense et le gouvernement. Le recrutement de civils ne peut se faire qu'à des fins de défense. La législation antérieure qui autorisait les forces armées à donner des armes en quantités limitées à de tels groupes d'autodéfense a été abolie.

66. Il faudrait s'efforcer sur tous les fronts de disperser tous les groupes paramilitaires non autorisés et non réglementés par la loi. Il convient d'appliquer pleinement le nouveau décret 1194/89 qui vise à châtier ceux qui favorisent, financent, entraînent des groupes de tueurs à gages (paramilitaires) ou qui font partie de tels groupes. On ne saurait sous-estimer l'ampleur de cette tâche. La résistance à ces mesures est inévitable non seulement parmi les militaires et la police mais aussi dans les élites politiques et économiques traditionnelles qui auraient plutôt comme priorité la lutte contre la guérilla. Toutefois, si l'on veut mettre fin à la violence, il faut inévitablement s'attaquer aux problèmes que pose l'existence de groupes paramilitaires.

67. Parallèlement au démantèlement des groupes paramilitaires, il convient de mettre à pied tous les membres des forces armées de la police qui ont apporté leur appui à de tels groupes, à des tueurs ou à des trafiquants de drogue. Le gouvernement estime que la police et l'armée dans leur majorité ne sont pas liées aux trafiquants de drogue, sinon les diverses actions dirigées à leur encontre n'auraient pas été couronnées de succès. L'opinion a été émise que, par des mesures administratives et par l'exercice des pouvoirs constitutionnels conférés au Président de la République pour désigner et révoquer librement ses agents, l'exécutif pourrait, et devrait, se séparer des membres des forces armées ayant collaboré avec de tels groupes. L'article 120, paragraphes 1) et 2), de la Constitution donne au Président pouvoir de le faire et l'article 125, paragraphe 4, du décret 95 de 1982 et l'article 111, paragraphe 4, du décret 96 de 1989 confèrent le pouvoir de révoquer les membres des forces armées. Le gouvernement a déjà commencé à le faire. L'exécutif a affirmé son autorité en révoquant quatre hauts fonctionnaires de la police coupables d'avoir provoqué la disparition de personnes ou de s'être livrés à des actes de torture et des meurtres. C'est le cas aussi du Colonel Luis Bahorquez Montaya, commandant du corps de Boyaca qui a été démis de ses fonctions en raison de ses liens évidents avec les groupes paramilitaires de la région. On pourrait dire la même chose du colonel Diego Hernan Velandia Postrana, commandant du bataillon Santander d'Ocána. Toutefois, il faut plus de détermination pour rayer ces officiers des cadres des forces armées et de la police.

68. Un autre domaine sur lequel il convient de se pencher d'urgence est l'administration de la justice. Ainsi qu'on peut le constater à la lecture du rapport, de très nombreux juges, enquêteurs et témoins ont perdu la vie ou ont été menacés de mort dans l'accomplissement de leurs fonctions. Un climat de peur véritable règne parmi ces groupes de personnes, qui s'oppose à l'administration de la justice et contribue au phénomène de l'impunité. Les témoins ne peuvent se présenter pour témoigner et, même s'ils font des dépositions, ils se rétractent par la suite en raison de l'intimidation à laquelle ils sont en butte ou de la crainte qu'ils ont d'être tués. Il est impossible d'effectuer des enquêtes convenables et, de ce fait, de nombreuses affaires sont classées faute de preuves. Dans les rares affaires dans lesquelles il existe des preuves, il se peut que le juge ne soit pas en mesure

de rendre la justice sans crainte ou partialité. Il s'ensuit que les coupables échappent au châtement faute de preuves. Il faut donc accorder le rang de priorité le plus élevé à une protection adéquate de toutes les personnes participant à l'administration de la justice.

69. Le gouvernement est conscient de ce problème et, le 18 août 1989, il a promulgué un décret instituant un fonds pour financer une protection efficace des juges et des membres de leurs familles. Au moment de la visite du Rapporteur spécial, toutefois, aucun fonds n'avait été créé par manque de ressources. La pénurie de capitaux est aussi la raison pour laquelle les témoins ne bénéficient pas d'une protection. Le DAS et le Département de l'instruction criminelle se sont efforcés, dans le cadre de leurs ressources limitées, de protéger certains des témoins, mais dans l'ensemble cette action n'a guère réussi. Il a été dit au Rapporteur spécial que, dans un petit nombre de cas où le nom, la carte d'identité et le lieu de résidence avaient été modifiés, le témoin avait néanmoins été tué. La constitution d'un fonds pour assurer la sécurité des personnes participant à l'administration de la justice revêt donc une importance cruciale à ce moment de l'histoire de la Colombie et c'est un domaine dans lequel la communauté internationale peut apporter son aide.

70. Il est de la plus haute importance de favoriser la mise en place des mécanismes d'enquête criminelle, en particulier au sein de la police judiciaire. Le Rapporteur spécial s'est rendu au Département des enquêtes criminelles, qui est le service technique de la police judiciaire, et a été frappé par la haute moralité et par la détermination de ses fonctionnaires en dépit des obstacles qu'ils rencontrent. Les enquêteurs agissent non seulement dans des conditions très précaires mais ils ne disposent pas non plus d'une infrastructure suffisante pour garantir un fonctionnement efficace, d'un personnel convenablement formé, de moyens de communication suffisants et des compétences techniques nécessaires pour pouvoir mener une enquête efficace. Un ancien directeur du Département a déclaré que les décrets gouvernementaux faisant obligation à la police et à l'armée de soutenir les commissions judiciaires d'enquête et d'assurer leur sécurité n'étaient pas respectés car la police et l'armée disent toujours qu'elles ne disposent pas d'assez de personnel, d'essence ou de temps ou bien que leurs subordonnés sont occupés à des missions d'ordre public. Ce département peut contribuer pour beaucoup à éviter que ceux qui commettent des meurtres échappent aux poursuites. Il devrait donc être sensiblement renforcé. La communauté internationale pourrait donc aider ce département dans le domaine de la formation et en fournissant des moyens de communication et des compétences techniques. Il importe au plus haut point que tous les cas de meurtres fassent l'objet d'une enquête digne de ce nom et que les auteurs, quels qu'ils soient, soient punis conformément à la loi.

71. Il importe de mieux reconnaître et respecter le rôle important du pouvoir judiciaire et ceci devrait apparaître dans leurs conditions d'emploi. Le Rapporteur spécial a été informé par l'Association des magistrats que les traitements des juges se situaient en moyenne au-dessous de ceux de fonctionnaires d'un degré d'instruction inférieur. Même le traitement moyen des juristes travaillant dans le bureau du procureur général dépasse d'au moins 100 dollars celui que touchent les juges. Les juges n'ont pas de sécurité sociale, pas de logement ni de bibliothèque qui leur permettent de s'acquitter efficacement de leurs tâches. Il faut revoir les conditions d'emploi des juges.

72. Les pires groupes de tueurs ont été les paysans et les ouvriers. Ainsi que quelqu'un l'a dit au Rapporteur spécial, chaque paysan est considéré comme un guérillero en puissance. Les causes profondes qui sont à l'origine du mécontentement des paysans et des ouvriers ont été étudiées. Il importe donc que des programmes d'action soit adoptés d'urgence pour instaurer la justice sociale, afin que la situation économique et sociale des paysans et des ouvriers puisse être sensiblement améliorée. Les réformes démocratiques devraient faire en sorte que le paysan et l'ouvrier ne soient pas seulement des spectateurs du processus démocratique et de la prise des décisions mais aussi des participants actifs. Il faudrait reconnaître comme il le mérite le rôle des groupes qui sont en rapport avec les paysans et les ouvriers, qu'il s'agisse des partis politiques, des syndicats, des enseignants ou des organisations non gouvernementales s'occupant de questions économiques, sociales, culturelles et de droits de l'homme, le climat devant être tel qu'ils puissent agir sans être intimidés par un milieu quelconque. Il semble qu'il y ait de la part des groupes paramilitaires et des groupes d'extrême droite une campagne systématique visant à éliminer ou à bouleverser ces organisations. Le gouvernement a déjà pris des mesures pour s'attaquer aux causes profondes du phénomène : dialogue avec les mouvements de la guérilla, programmes visant à garantir la santé et l'instruction de base pour tous, multiplication des emplois, réforme agraire et amélioration et réaménagement des logements inférieurs aux normes, par exemple. La lutte contre les groupes paramilitaires et des trafiquants de drogue éliminera ou réduira, on l'espère, le danger qui menace ces initiatives et favorisera par là un débat sain et constructif. Peut-être satisfera-t-on ainsi divers secteurs de la population et s'accordera-t-on généralement à considérer que la Colombie devrait être une société appartenant à tous et où il y aurait paix, démocratie, primauté du droit, justice sociale et respect des droits de l'homme.

73. Dans une société qui a été marquée par tant de violence, il faut mener une campagne soutenue pour promouvoir les droits de l'homme et faire comprendre l'intérêt qu'il y a à les respecter. Il faut insister sur les droits de l'homme dans les activités des forces armées et de la police et quiconque viole ces droits devrait faire l'objet de sanctions et être puni; l'enseignement des droits de l'homme devrait être obligatoire pour tous les fonctionnaires et dans tous les établissements d'enseignement.

74. Les efforts entrepris en particulier par le Conseiller présidentiel pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme à cet égard méritent d'être loués et devraient être appuyés. Il convient de mentionner aussi l'institution de l'ombudsman municipal. Le Rapporteur spécial s'est entretenu avec un petit nombre d'entre eux. Certains semblent connaître leur rôle mais d'autres non. Certains non seulement agissent dans des conditions très difficiles mais encore sont souvent menacés dans leur existence. Ils ont la possibilité réelle de promouvoir et de protéger les droits de l'homme au niveau local. Il convient de renforcer leur position et de mettre à leur disposition des ressources qui leur permettent d'opérer efficacement.

Notes

1/ Les ouvrages de référence les plus importants et les plus récents sur la violence en Colombie sont les suivants : Colombia: Violencia y Democracia, publié sous la direction de Gonzalo Sánchez par l'Université nationale de Colombie et Colciencias, Bogotá, 1988; Crónica de Dos Décadas de Política Colombiana 1968-1988 par Daniel Pécaut, Siglo XXI, Bogotá, 1988.

2/ Cette expression, que l'on trouve en Colombie et dans d'autres pays, est synonyme d'escadron de la mort et ne signifie pas nécessairement qu'il y a participation des membres des forces de l'ordre bien que, dans certains cas, on ait la preuve de cette participation. Cependant, l'emploi large qui en est fait semble indiquer qu'il existe des liens assez étroits dans l'esprit des gens entre ces groupes et les membres des forces de l'ordre.

3/ Informe Confidencial, Département administratif de la sécurité, 12 août 1987. Les renseignements qui sont contenus dans ce rapport ont été rendus publics en 1988 lorsque cette question a été examinée par le Parlement.

4/ Rencontre, le 18 octobre 1989 à Bogotá, entre le Rapporteur spécial et les représentants de l'Association nationale des magistrats, M. Helmoot Romero Devia et M. Gregorio Oviedo Oviedo, respectivement vice-président et conseiller juridique.

5/ Le massacre de La Rochela (Santander) a eu lieu le 18 janvier 1989. Les trois survivants sont M. Arturo Salgado Garzón, M. Manuel Libardo Diaz Navas et M. Wilson Mantilla, enquêteurs au Département des enquêtes criminelles.

6/ Informe Confidencial, Département administratif de la sécurité, 20 juillet 1988.

7/ Déclaration prononcée par le Chef du Département administratif de la sécurité devant la Première Commission du Sénat de la République, Annexe C, 20 septembre 1989.

8/ Ibid.

9/ Investigación del Genocidio de las Fincas "La Honduras" y "La Negra", Rapport confidentiel, DAS, 15 avril 1988.

10/ Ibid.

11/ Mort aux kidnappeurs (Muerte a Secuestradores (MAS)) est l'un des premiers groupes paramilitaires qui aient été formés. Il a vu le jour en 1981, après l'enlèvement par le M-19 de la petite-fille d'un des principaux membres du Cartel de Medellín. Le Cartel avait alors organisé ce groupe paramilitaire et réussi à libérer la jeune fille, apparemment sans payer de rançon.

12/ Carta de la Unión Patriótica al Presidente Barco (Lettre de l'Unión Patriótica au Président Barco), 5 février 1989.

13/ Voir paragraphe 34.

14/ Ibid.

15/ Voir tableau V.

16/ Balance de la gestión oficial contra los grupos de sicarios y el narcotráfico, Département administratif de la sécurité, 1er septembre 1989.

17/ Ibid.

18/ Las otras caras de la guerra a la mafia, Commission andine des juristes, Section colombienne, 18 septembre 1989.

19/ Ibid.

---